



TERRE-NEUVE **RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS**

MAI 1995
NUMÉRO DU PRINTEMPS

VUE D'ENSEMBLE

Depuis le début du moratoire sur les pêches en 1992, on observe une opposition grandissante, dans l'économie de Terre-Neuve, entre les collectivités rurales qui dépendent de la pêche et le reste de la province. En raison de l'aggravation des problèmes de l'industrie de la pêche, les régions rurales qui dépendent de cette industrie connaissent un chômage grandissant et de nombreux problèmes sociaux. Dans ces régions, la situation va empirer au cours des trois prochaines années, puisque d'autres travailleurs de l'industrie de la pêche cesseront d'être admissibles au dédommagement prévu par la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique. Les prochaines années verront une montée du chômage, une augmentation du nombre des assistés sociaux, un ralentissement de l'activité économique et une augmentation des migrations vers les régions urbaines, sur l'île ou sur le continent.

On peut déjà discerner l'effet de ces tendances sur les régions rurales de Terre-Neuve. Selon Statistique Canada, l'année 1993-1994 accuse un solde migratoire négatif de 5 000 personnes, et la population a diminué d'environ 6 000 personnes en 1994. Statistique Canada prévoit un recul démographique encore plus marqué au cours des prochaines années. D'avril 1994 à avril 1995, la population active totale a perdu 7 000 personnes. Ces tendances ont des répercussions : faible croissance des ventes au détail et diminution des achats d'automobiles neuves et autres biens de consommation durables.

Cependant, d'autres secteurs de l'économie ont connu un redressement au cours des dix-huit derniers mois. La production de papier journal a augmenté, ainsi que les activités d'exploration et d'extraction minières, conséquence d'une reprise économique générale en Amérique du Nord. La mise en valeur du gisement Hibernia a également été une source importante de croissance. Le secteur de la haute technologie, un secteur modeste mais dynamique, est demeuré une source

appréciable de croissance. L'augmentation du revenu personnel dans ces secteurs a entraîné une poussée des dépenses de consommation.

La croissance du PIB réel pour 1995 devrait être d'environ 0,6 %. Certains spécialistes de la prévision, par exemple le Conference Board du Canada, pensent que le taux de croissance sera négatif en 1996.



La reprise dans les secteurs de l'économie qui ne dépendent pas de la pêche a entraîné une augmentation de l'emploi. Le taux de chômage dessaisonnalisé était de 18,2 % en avril 1995, contre 20,2 % en avril 1995.

Les perspectives économiques à court terme et à moyen terme seront tributaires de facteurs tels que : (1) le moratoire sur la pêche de la morue du Nord et la fermeture de la pêche dans d'autres secteurs par suite de la diminution des stocks; (2) les probabilité de nouvelles activités d'exploitation pétrolière au large, après l'achèvement du puits Hibernia; (3) les travaux de mise en valeur qui résulteront de l'intensification des activités d'exploration de minéraux; (4) les problèmes environnementaux et la pénurie prévue

de matières premières dans l'industrie du papier journal et, (5) les contraintes budgétaires du gouvernement provincial.

INDICATEURS

La construction domiciliaire a diminué de 23,5 % durant le premier trimestre par rapport à la même période de 1994.

Les ventes de voitures neuves étaient en baisse de 19,2 % durant le premier trimestre de 1995 par rapport au premier trimestre de 1994.

Le nombre de faillites d'entreprises et de faillites de particuliers a continué d'augmenter. À la fin de mars 1995, on dénombrait 221 faillites contre 201 en 1994, une augmentation de 10 %.

CLIMAT ÉCONOMIQUE

L'enquête de la Chambre de commerce de Saint-Jean sur les perspectives économiques révèle un optimisme général. 65,8 % des gens d'affaires croient que la conjoncture va demeurer la même en 1995, tandis que 23,7 % croient qu'elle va s'améliorer. 21,1 % pensent augmenter leurs effectifs contre 16,4 % il y a un an.

Dans son enquête du deuxième trimestre, la firme Corporate Research Associates affirme que son indice de confiance des consommateurs pour Terre-Neuve est demeuré essentiellement le même par rapport au trimestre antérieur, puisque l'augmentation n'est que de 0,2 %. Elle signale que la satisfaction du public à l'égard du gouvernement provincial a de nouveau augmenté durant le deuxième trimestre pour atteindre son niveau le plus élevé depuis le premier trimestre de 1994.

PRINCIPAUX SECTEURS

Fabrication : Les expéditions de produits à base de ressources naturelles ont augmenté de 1 %, pour atteindre 1,3 milliard de dollars en 1994. La diminution des produits de la pêche a été plus que compensée par l'accroissement de la production dans d'autres secteurs, tels le papier journal, les produits du bois et les fabrications métallurgiques. Selon l'Association des manufacturiers de Terre-Neuve, la croissance de ces secteurs a été de 7 % en 1994. Elle estime que la croissance totale du secteur manufacturier en 1995 sera d'environ 7 %. Une source importante de croissance dans le secteur

de la fabrication en 1995 sera le retour de la raffinerie Combe-by-Chance à la pleine production. La fabrication non tributaire des ressources naturelles a connu une croissance, en particulier le secteur des produits de pointe. Ce secteur sera le plus dynamique à moyen terme et à long terme.

Services

La performance du secteur des services reste passable. Davantage d'indicateurs sont aujourd'hui négatifs, tels la baisse des achats de biens durables, par exemple les automobiles et les meubles. On observe aussi une faiblesse persistante dans les secteurs qui se consacrent à la vente de produits et de services à l'industrie de la pêche. Ces tendances devraient se confirmer tout au long de 1995 et jusqu'en 1996.

Les recettes du tourisme ont augmenté en 1994. Les activités des non-résidents ont augmenté de 5 % et les recettes de 6 %. On prévoit que le tourisme augmentera de 2 % en 1995.

Transformation des ressources naturelles

Pêche : La composition de l'industrie de la pêche dans la province s'est modifiée radicalement depuis l'imposition du moratoire. On observe une importance accrue de la pêche aux crustacés (homard, crevette, crabe, palourde, pétoncle), une augmentation des activités de transformation secondaire, une tendance croissante de l'industrie à obtenir de l'étranger ses matières premières pour les transformer dans la province, enfin un accroissement du rôle de l'aquiculture.

Cependant, tous ces points encourageants sont obscurcis par les problèmes persistants que traverse la pêche du poisson de fond. Selon l'enquête du MPO de l'automne 1994 sur le poisson de fond, la biomasse du stock de la morue du Nord a diminué de 99 % depuis 1990. La biomasse est tombée de 15 000 tonnes à 3 000 tonnes au cours des 12 derniers mois. Selon les scientifiques, il faudrait encore au moins 15 ans pour que le stock revienne à un niveau où une pêche commerciale pourrait de nouveau être envisagée. Pour le moment, le stock a disparu sur le plan commercial, et certains scientifiques affirment qu'il est au bord de la disparition biologique.

Papier journal : Les conditions de l'industrie du papier journal se sont améliorées en 1994. Les

prix de transaction et la demande ont augmenté aux États-Unis, en Europe, en Amérique du Sud et en Asie. Les usines ont fait des gains de productivité, et elles ont toutes les trois fonctionné à pleine capacité. La valeur des expéditions de papier journal est passée de 400 millions de dollars en 1993 à environ 450 millions de dollars en 1994. On croit que la valeur des expéditions va atteindre 520 millions de dollars en 1995.

Minéraux : La valeur totale des expéditions de minéraux en 1994 est estimée à 826 millions de dollars, contre 728 millions de dollars en 1993. On prévoit que les expéditions en 1995 atteindront 950 millions de dollars. La valeur des expéditions de minerai de fer devrait augmenter de 4 % en 1995, grâce à l'amélioration de la conjoncture.

Une importante découverte de minéraux à Voisey Bay, au nord du Labrador, devrait être mise en valeur au cours des prochaines années. Le capital estimatif requis pour cette mise en valeur est de 300 millions de dollars.

Exploitation pétrolière au large : En novembre, la base de gravité Structure était remorquée de l'emplacement Bull Arm jusqu'à Mosquito Cove, pour être rattachée aux modules d'accastillage en 1995. Plusieurs modules viennent de fournisseurs étrangers, et les raccordements avec la plate-forme auront lieu plus tard cette année.

Haute technologie

Le secteur de la haute technologie est le bénéficiaire de la croissance qui a résulté des créneaux technologiques rendus possibles au départ par la plate-forme Hibernia. Selon une enquête de Seabright Corporation Ltd, ce secteur englobait en 1994 environ cent entreprises dont les ventes totales ont totalisé 100 millions de dollars. Ce secteur se répartit ainsi : technologie de l'information (60 %), océans/pêches (15 %), environnement (10 %), biotechnologie/médecine (10 %) et aérospatiale/défense (5 %). La croissance se poursuivra au cours des prochaines années dans des domaines telles que les communications, le forage directionnel, le génie des matériaux et l'instrumentation océanographique.

OBSERVATIONS

Gouvernement provincial : Le gouvernement provincial a entrepris de mettre en application la législation sur la diversification économique et les entreprises en croissance (EDGE), et les stimulants qu'elle prévoit suscitent un intérêt grandissant pour des investissements dans la province.

La réforme de la réglementation doit débiter à l'automne de 1995.

Le budget provincial présenté en mars prédisait un budget équilibré pour 1995-1996. Cependant, la province croit qu'il lui sera difficile d'équilibrer le budget pour 1996-1997 et pour 1997-1998, en raison des modifications annoncées dans le budget fédéral et se rapportant aux paiements de transfert.



SASKATCHEWAN RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS

MAI 1995
NUMÉRO DU PRINTEMPS

VUE D'ENSEMBLE

Les conjoncturistes prédisent un ralentissement de l'économie de la Saskatchewan pour 1995, par rapport à la croissance de 1994, attribuable à de fortes activités dans le bâtiment et le secteur des produits de base.

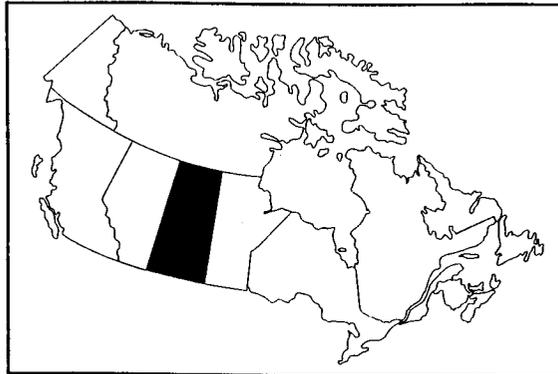
L'élimination de la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest (LTGO)* devrait se répercuter sur les revenus agricoles dans les provinces des Prairies, malgré les cours favorables des céréales. Les revenus devraient connaître une certaine croissance dans le secteur agricole en 1996, grâce aux versements supplémentaires en capital devant compenser les propriétaires fonciers pour la dépréciation de leurs terres et la réduction des niveaux de production.

Les prévisions à moyen terme demeurent aléatoires, puisque l'on ne connaît pas encore les répercussions des paiements de transfert aux provinces. La Banque Toronto-Dominion prédit que le produit intérieur brut (PIB) de la Saskatchewan va progresser de 2,8 % en 1995 et de 2,2 % en 1996. L'avenir dépendra de l'évolution des prix et des marchés des produits de base. Le recul prévu du gaz naturel devrait ralentir l'économie de la province en 1995, et ses effets se feront sentir jusqu'en 1996. La réduction des activités de forage et la vente de droits fonciers de la Couronne cette année reflètent déjà ces tendances.

INDICATEURS

À 7,5 % en mars 1995, le taux de chômage en Saskatchewan demeure le plus faible au pays. Il

était de 8,5 % en mars 1994. La baisse semble attribuable à une diminution réelle du chômage et non à une réduction de la population active. Au cours de cette période, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi a augmenté de 4 000 et l'emploi a augmenté de 9 000, ce qui signifie 5 000 chômeurs de moins dans la population active. Au cours de la même période, la population de la province a augmenté de 0,4 %, pour atteindre aujourd'hui 1 017 200 habitants.



Les ventes au détail continuent de s'améliorer puisque la progression a été de 6,3 % entre janvier 1994 et janvier 1995. La baisse des taux d'emprunt observée durant la première partie de 1994 a stimulé les dépenses de consommation. Cependant, la hausse des taux vers la fin de 1994 et au début de 1995 pourrait

affaiblir la confiance des consommateurs.

Durant le premier trimestre de 1995, le nombre total de faillites en Saskatchewan a été de 456, une augmentation de 7 % par rapport à la même période de 1994. Ce chiffre se répartit ainsi : 353 faillites de particuliers et 103 faillites d'entreprises.

Les exportations vers le reste du Canada ont augmenté de 70 %, passant de 483,7 millions de dollars à 822,4 millions de dollars en cumul annuel depuis janvier 1995. Ce changement radical s'explique par la baisse du dollar canadien et par des gains de productivité dans les produits et services.

Prière à ceux et celles qui citent le présent rapport de mentionner leur source.

CLIMAT ÉCONOMIQUE

Le climat économique de la Saskatchewan s'améliore toujours au printemps, perçu comme une période de renouveau. Cet optimisme est justifié puisque la province a annoncé un excédent budgétaire de 119 millions de dollars pour l'exercice 1994-1995 et puisque l'on prévoit un excédent de 24,3 millions de dollars pour 1995-1996. La hausse des cours des céréales et des oléagineux est une bonne nouvelle à court terme pour les agriculteurs, mais l'on croit que les activités de forage du pétrole et du gaz vont diminuer et entraîner un ralentissement de la croissance économique.

La rentabilité à long terme préoccupe de nombreux agriculteurs, à cause de l'élimination des subventions au transport des grains et à cause des répercussions de cette mesure sur les revenus agricoles. Selon un récent sondage des intentions de plantation, les agriculteurs de la Saskatchewan vont en fait réduire leurs emblavures cette année, et planter 15,6 millions d'acres, une baisse légère par rapport aux 15,8 millions d'acres ensemencés l'an dernier. Ces attentes se fondent sur des cours favorables et sur des conditions propices à la croissance des cultures.

Les nouvelles entreprises qui délocalisent leurs activités vers la province, ainsi que les agrandissements d'usines et les nouveaux projets d'infrastructures, en cours ou prévus, donnent un certain optimisme aux consommateurs et aux personnes en quête d'un emploi. Citons quelques-uns des nouveaux projets qui contribuent à cet optimisme :

- La Banque Canadienne Impériale de commerce consacrera 53 millions de dollars à l'implantation de centres d'appel à Halifax et à Regina. Les travaux devraient prendre fin au printemps de 1996 et il en résultera 500 emplois pour la Saskatchewan.
- Flexi-Coil, une entreprise qui construit des semoirs pneumatiques et autres équipements agricoles, songe à agrandir ses installations, au coût de 18 millions de dollars. L'entreprise prévoit 100 à 200 nouveaux emplois chaque année au cours des trois prochaines années. Elle emploie aujourd'hui plus de 1 400 personnes en Saskatchewan.
- Une nouvelle usine de broyage du canola et de raffinage des oléagineux appartenant à Harmill Ltd

commencera d'être construite cette année. Évaluée à 83 millions de dollars, elle aura la capacité de broyer 700 000 tonnes chaque année.

- Selon un inventaire des projets importants en Saskatchewan, 125 grands travaux évalués à 2 millions de dollars ou plus sont prévus ou seront en cours à compter de 1996-1997. Ces projets auront une valeur approximative de 2,5 milliards de dollars. Au surplus, les milieux d'affaires réagissent favorablement à la décision de la Dominion Bond Rating Service de faire passer la cote de crédit de la province de BBB à BBB (plus), ainsi qu'aux allègements fiscaux récemment annoncés pour les entreprises dans le budget provincial.

PRINCIPAUX SECTEURS

Agriculture

Il est prévu que les agriculteurs planteront 15,6 millions d'acres en blé et blé dur ce printemps, soit une baisse légère par rapport aux 15,8 millions d'acres emblavés l'an dernier. Les décisions prises dans l'agriculture cette année traduiront une hausse des coûts dans les Prairies : vu la hausse des coûts de transport et les changements apportés aux filets de sécurité et à l'assurance-récolte, la production agricole portera davantage sur des cultures à valeur plus élevée et sur une utilisation intérieure plus intense des céréales, à moyen terme et à long terme.

Les agriculteurs devraient cette année utiliser des quantités sans précédent d'engrais. La transition vers des cultures davantage tributaires d'éléments nutritifs stimule la demande. La rotation des cultures et le remplacement d'éléments nutritifs sont des considérations prioritaires si les niveaux de production doivent être maintenus. Les agriculteurs ont consacré 304 millions de dollars à l'achat de 922 845 tonnes d'engrais en 1993, et l'an dernier ils ont dépensé 444 millions de dollars pour 1,1 million de tonnes.

La hausse des cours et la diversification favorisent des recettes agricoles supérieures aux niveaux de 1993, malgré la baisse considérable des paiements au titre des programmes. Les recettes agricoles, en cumul annuel depuis le quatrième trimestre de 1994, accusent une hausse de 6,9 %. Cette hausse a été neutralisée par la diminution des versements au titre du bétail et des programmes.

Production minérale

La production de potasse connaît une progression, après la faiblesse de 1993. La Potash Corporation of Saskatchewan a fait en 1994 des bénéfices sans précédent de 128 millions de dollars. L'année courante est elle aussi encourageante, puisque les chiffres des trois premiers mois de 1995 n'ont jamais été aussi élevés pour le volume des ventes, la production et les bénéfices. La production annuelle de potasse de la province est passée de 5 824 100 tonnes en décembre 1993 à 7 146 900 tonnes en décembre 1994, soit une hausse de 22,7 %. L'utilisation accrue au Canada et aux États-Unis, la faiblesse du dollar et les ventes à la Chine se répercutent favorablement sur la production de potasse. Outre la hausse des ventes et la hausse de la production, le cours de la potasse est passé de 87 \$ la tonne durant le premier trimestre de 1994 à 101 \$ cette année.

La production pétrolière continue d'augmenter en moyenne annuelle, à la faveur d'une légère hausse des cours et de certaines améliorations technologiques, telles que le forage horizontal. La production de pétrole brut a augmenté de 10,4 %, passant de 1 391 700 m³ en décembre 1993 à 1 536 200 m³ en décembre 1994. La société Grad and Walker Energy Corp. songe à forer plus de 100 puits en 1995. Au surplus, Wascana Energy Inc. songe à forer 192 puits à Estevan, à Lloydminster et à Swift Current, ainsi que dans le nord-ouest de la province. D'importants travaux d'agrandissement du réseau de transport sont prévus par Sask Energy, au coût approximatif de 120 millions de dollars. Ces travaux, qui doivent débuter à l'été de 1995, permettront un accès aux nouvelles réserves et augmenteront la capacité du réseau principal pour le transport du gaz naturel vers les marchés.

La production d'uranium est encore en harmonie avec l'augmentation de 5,1 % de la demande mondiale d'uranium qui est prévue jusqu'en 1997 par rapport aux niveaux de 1994. La production d'uranium de la Saskatchewan a augmenté de 51,1 % de janvier 1994 à janvier 1995, ce qui témoigne du rôle de chef de file de la Saskatchewan dans ce domaine.

Technologies de pointe

Les perspectives de ce secteur demeurent prometteuses. La société Pelorus Navigation

Systems mettra au point et fabriquera dans la province des systèmes appelés Local-Area Differential Global Positioning Systems (LADGPS). Ce projet devrait créer 100 nouveaux emplois dans la fabrication. Pelorus travaillera avec SED Systems, de Saskatoon, pour la conception et la fabrication.

Pour stimuler la croissance du secteur des technologies de l'information en Saskatchewan, on a établi à la fin de 1993 un centre de technologie des logiciels, situé sur le campus de l'Université de Regina. Le centre offre aux entreprises un soutien essentiel dans les activités tributaires de l'information et du savoir. Les entreprises de la Saskatchewan spécialisées dans les technologies de l'information disposent déjà de certains atouts dans les systèmes d'information destinés aux soins médicaux, à la pharmacie, aux soins infirmiers, aux services bancaires, aux télécommunications, aux satellites, aux systèmes d'information géographique et à l'éducation à distance. La Saskatchewan demeure un chef de file mondial dans le développement des cartes-santé automatisées, les services bancaires en direct, les télécommunications et les technologies par satellite.

Un fonds d'encouragement des télécommunications, annoncé récemment, commencera de mettre au point l'infrastructure électronique en vue d'un réseau d'apprentissage multimédias d'envergure provinciale. Le réseau raccordera éventuellement toutes les écoles et tous les collèges régionaux au réseau Internet, à SchoolNet, au système provincial des bibliothèques électroniques, aux deux universités de la province, au SIAST et à l'école par correspondance de la Saskatchewan.

Biotechnologie

Saskatoon est en voie de devenir le haut lieu du Canada pour la biotechnologie agricole. Un projet fédéral-provincial de 9 millions de dollars a été récemment annoncé pour la construction d'un centre de biofermentation à Innovation Place. L'installation et le laboratoire serviront à la culture de microbes, qui forment l'ingrédient actif des produits biotechnologiques. On prévoit qu'au moins deux entreprises supplémentaires de biotechnologie pourraient être lancées dans la ville chaque année jusqu'à l'an 2000. Il y a cinq ans, on comptait quatre entreprises de biotechnologie à vocation agricole, et il y en a aujourd'hui au moins 22. Une impulsion a été donnée au secteur en avril lorsque le gouvernement fédéral a approuvé la

première variété de canola au pays qui soit issue de la biotechnologie.

Fabrication

Les expéditions cumulatives de produits manufacturés accusaient une augmentation de 22,8 % en janvier 1995 par rapport à janvier 1994. Des augmentations ont été enregistrées dans les segments suivants : alimentation, boissons, plastiques, cuirs, textiles, bois, imprimerie et édition, fabrications métallurgiques, outillage, équipements de transport, produits électriques, produits minéraux non métalliques, produits chimiques et autres produits ouvrés. Il y a eu des diminutions dans le vêtement, le meuble et les appareillages.

OBSERVATIONS

Les activités de mise en candidature sont déjà bien avancées dans la plupart des circonscriptions, et les enjeux politiques reçoivent une attention accrue de la part des médias à mesure que s'accroît l'agitation causée par les élections provinciales de juin.



RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS

QUÉBEC

MAI 1995

PUBLICATION DU PRINTEMPS

VUE D'ENSEMBLE

En 1994, l'économie québécoise a affiché un taux de croissance réel (i.e. avant inflation) de 3,6%, soit sa meilleure performance depuis 1988. Cette progression s'est poursuivie au quatrième trimestre mais certains indicateurs laissent voir que la croissance sera moins robuste cette année, notamment si le récent repli des dépenses de consommation se continue et si le "boom" des exportations s'essouffle quelque peu. En contrepartie, les investissements privés resteront élevés.

INDICATEURS

Selon les dernières données disponibles, l'économie québécoise (PIB provincial aux prix du marché dégonflé par l'indice implicite des prix canadiens) a connu un taux de croissance fort enviable de 1,3% (taux annuel de 5,3%) du troisième au quatrième trimestre. Cette bonne performance reflète essentiellement le "boom" du côté de la valeur des exportations que connaît le Québec (taux annuel de 36,5% du troisième au quatrième trimestre). En revanche, la demande intérieure totale (\$ constants) n'a à peu près pas connu de croissance durant la même période. Cette dernière situation s'explique par la faible progression des dépenses personnelles en biens et services de consommation (taux annuel de 1,4%), le recul des dépenses publiques courantes en biens et services (taux annuel de -1%), et l'effondrement du marché de la construction résidentielle (taux annuel de -30,4%). Comme ces trois catégories de dépenses représentent plus des quatre cinquièmes de la demande intérieure totale, leur piètre performance

annule la progression remarquable des dépenses en machines et matériel du côté des entreprises (taux annuel de 20,5%) et de la construction non résidentielle dans les administrations publiques (taux annuel de 17,7%).

Selon les estimés contenus dans le dernier budget provincial, l'année en cours sera semblable à la dernière mais à la différence près que le fléchissement anticipé du côté des exportations fera que l'économie de la Belle province connaîtra un taux de croissance d'environ 3,3%.



Du côté des consommateurs, les hésitations à dépenser qu'on a observés à certains moments l'année dernière et qui étaient en voie de se dissiper, sont réapparues de nouveau au premier trimestre de 1995 avec comme conséquence que

les ventes des commerces de détail (données désaisonnalisées) ont diminué de 1,2% par rapport au trimestre précédent et se situent au même niveau qu'à pareille date l'année dernière. Autre indice, jusqu'à date les recettes de la restauration dans les établissements licenciés sont en baisse de 1,1% par rapport aux trois premiers mois de 1994. Au Québec, ces hésitations reflètent en partie l'appréhension des gens face à la situation qui prévaut dans le marché du travail, appréhension qui est d'ailleurs renforcée par les annonces dans les médias de nombreuses mises à pied tant dans le secteur privé que public. La prudence des consommateurs reflète aussi la stagnation de leur rémunération. Par exemple, en mars 1995 la rémunération hebdomadaire moyenne au Québec n'était que de 0,4% supérieure à ce qu'elle était il y a un an. Le taux d'épargne au Québec reste aussi

à un niveau très faible bien qu'il ait légèrement augmenté au quatrième trimestre et se situe à 7,6% selon les données compilées par le ministère de l'Industrie, du Commerce, des Sciences et de la Technologie du Québec. L'épargne ne peut donc pas servir de tremplin pour une consommation accrue. Enfin, la situation financière précaire des consommateurs peut aussi être illustrée par le nombre de faillites personnelles. A cet effet, mentionnons qu'au Québec durant les quatre premiers mois de 1995, leur nombre était en hausse de 14,0% par rapport à la même période l'année dernière.

Les choses bougent davantage chez les entreprises manufacturières, dont les livraisons au premier trimestre de 1995 étaient de 19,3% plus élevées qu'à pareille date en 1994. Beaucoup de ces livraisons prennent le chemin des États-Unis et ailleurs où la demande pour les produits québécois reste forte. Il faut toutefois s'attendre à un certain ralentissement des exportations cette année car la locomotive américaine s'essouffle. A ce chapitre, le ministère des Finances du Québec anticipe une progression des exportations internationales de la province de 9,5% en volume en 1995 alors qu'elles s'étaient accrues de 12,2% en 1994. Autre signe de la santé chez les entreprises, les profits connaissent des hausses substantielles. Ainsi, selon les comptes provinciaux, les bénéficiaires des sociétés avant impôt au quatrième trimestre étaient de 54,6% plus élevés qu'à pareille date l'année dernière.

Ces entrées de fonds sont les bienvenues car pour maintenir leur compétitivité, les entreprises québécoises continuent d'investir dans l'achat de machines et matériel. Selon l'enquête de Statistique Canada sur les perspectives d'investissement, les immobilisations en machines et matériel au Québec (tous secteurs confondus) devrait être en hausse de 7,4% cette année pour un total de 11,2 milliards de \$. La hausse prévue est encore plus importante dans le cas du secteur manufacturier (24,4%). Avec les exportations, les immobilisations constitueront encore cette année le principal moteur de l'économie québécoise.

En mai, l'emploi désaisonnalisé a augmenté de 10 000, ce qui constitue un renversement de tendance après deux mois consécutifs de pertes d'emplois. Ce sont les femmes qui ont été les bénéficiaires de cette heureuse situation car 13 000 nouveaux emplois furent occupés par des femmes en mai alors que les hommes en perdaient 3000. Le

gain du côté des emplois et le retrait de 11 000 personnes de la population active a entraîné une réduction du taux de chômage désaisonnalisé de 11,4% en avril à 10,9% en mai. Il s'agit du plus bas taux de chômage enregistré depuis septembre 1990. La situation sur le marché du travail pourrait continuer de s'assainir au cours des prochains mois si l'on se fie à la progression continue de l'indice désaisonnalisé des offres d'emplois au Québec qui est passé d'une valeur de 100 en décembre dernier à 105 en mai de cette année. De plus, les résultats de l'enquête de la firme Services de personnel Manpower sur les perspectives au niveau de l'embauche sont encourageants puisque 24% des répondants à Montréal indiquaient qu'ils avaient l'intention de créer des emplois au troisième trimestre de 1995 comparativement à seulement 12% au deuxième trimestre.

Parallèlement à ces intentions d'embauche, on observe que le nombre d'employeurs au Québec (tel que mesuré par le nombre de comptes de retenu sur les salaires) continue d'augmenter petit à petit. Présentement il y aurait 228 055 comptes, soit 1751 de plus (0,8%) qu'il y a un an. Quant au nombre de travailleurs indépendants il augmente sans cesse. En mai 1995, leur nombre atteignait 463 000 au Québec, une hausse de 3,6% par rapport au même mois il y a un an. Ce goût pour l'entrepreneuriat se constate aussi du côté du nombre de demandes d'information que reçoit le Centre Info entrepreneurs à Montréal. Par exemple, entre avril 1994 et mars 1995, le nombre de contacts (appels et visites au Centre de la part d'entrepreneurs) a plus que doublé.

CLIMAT

L'hésitation des consommateurs à dépenser reflète leur pessimisme comme en fait foi la chute marquée de l'indice (1991=100) de confiance des ménages québécois compilé par le Conference Board. En effet, cet indice a récemment connu une chute assez brutale, passant d'un niveau de 107,5 au quatrième trimestre 1994 à 95,6 au premier trimestre 1995.

Les entreprises québécoises réagissent plutôt mal au projet de loi 90 qui obligerait les entreprises à consacrer 1% de la valeur de leur masse salariale à des activités de formation de la main-d'oeuvre. Selon un sondage CROP réalisé pour le compte de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), 84% des personnes

interrogées se sont dites satisfaites de la formation dispensée par le secteur privé. Sur la foi de ces résultats, la FCEI suggère plutôt l'utilisation de crédits d'impôts pour favoriser la formation.

Les secteurs

Industries traditionnelles

Le secteur minier québécois connaît un regain important d'activités ces jours-ci. Selon l'Association minière du Québec, 18 projets miniers sont actuellement en voie de réalisation et l'on prévoit qu'il s'effectuera pour 1,5 milliards de \$ d'investissements dans ce secteur au cours de la période 1994-1997. A titre d'exemple, mentionnons l'inauguration récente de la mine Louvicourt qui a exigé des investissements de 189 millions de \$, ainsi que plusieurs autres projets d'exploitation annoncés ou en cours de réalisation, notamment: dépôt de nickel Raglan par Falconbridge (500 millions de \$), dépôt aurifère Troilus par Metall Corp (150 millions de \$), et projets divers par Cambior Inc (77 millions de \$). La bonne performance de l'industrie minière québécoise repose sur le fait que les prix obtenus sont élevés à l'heure actuelle et sont payés en dollars américains.

Pour la deuxième année consécutive, l'industrie des aliments au Québec prévoit procéder à d'importantes dépenses en immobilisations dont la valeur, selon une récente enquête de Statistique Canada, atteindrait 360 millions de \$. Un des facteurs qui pousse les entreprises du secteur des aliments ainsi que celui des boissons à procéder ainsi est la segmentation des marchés et la nécessité de différencier les produits. Quelques exemples récents illustrent cette tendance. Ainsi, dans le marché des boissons, une laiterie cherche à se démarquer de ses concurrents en commercialisant du lait micro-filtré dont la production a exigé des investissements de 8 millions de \$. Suite à une entente avec un distributeur américain, une micro-brasserie a annoncé un investissement de 4,2 millions de \$ afin d'accroître sa production et, question d'exploiter de nouveaux créneaux, lancera deux nouvelles bières dont une pour souligner les Médiévales de Québec. Enfin, un important producteur de jus de fruits et un distributeur de thé unissent leurs forces pour développer le segment du thé glacé prêt à boire.

L'industrie du bois de sciage a atteint un volume de production record de 5,1 milliards de pmp en

1994. Plus de 50% de cette production est expédiée aux États-Unis. Ce contexte favorable a permis aux entreprises du secteur de recevoir des entrées de fonds qui sont utilisées pour l'amélioration de la compétitivité des usines. On note toutefois qu'au cours des derniers mois les prix du bois de sciage ont diminué sensiblement suite au ralentissement marqué des mises en chantier tant au Canada qu'aux États-Unis. De plus, selon l'Association des manufacturiers de bois de sciage du Québec, deux dossiers revêtent une importance particulière ces temps-ci. D'abord celui de l'accès à la ressource dont on craint qu'elle soit menacée par les revendications autochtones, certains groupes de pression et les politiques gouvernementales en matière de forêt habitée. Ensuite, l'annonce d'une augmentation importante des droits de coupe par le gouvernement du Québec préoccupe aussi l'industrie et des discussions sur le développement de méthodes de calcul reliées à l'établissement de redevances à payer sont en cours. Quant à l'industrie des pâtes et papier, la situation actuelle du marché lui est très favorable et les acheteurs de papier journal ont dû se plier devant une hausse du prix de 50\$ US la tonne en mars puis une autre de 75\$ US la tonne en mai. D'autres augmentations de prix d'environ 10% sont annoncées pour septembre. Devant les cris d'indignation poussés par les éditeurs de journaux, le président d'une importante papetière a indiqué que les prix restaient, après inflation, inférieurs à leur sommet de 1988 et que les acheteurs avaient bénéficié de très bas prix durant les quatre dernières années.

Après le doux hiver dernier, l'industrie de la fourrure québécoise espère que la prochaine saison lui permettra de reprendre du poil de la bête. Les éléments de marketing de l'industrie sont la faible valeur de la devise canadienne par rapport aux devises étrangères, la livraison juste à temps des produits et l'élimination des barrières tarifaires. Comme dans le cas des vêtements, plusieurs manufacturiers ont rapatrié au Québec des activités de fabrication qui étaient précédemment effectuées ailleurs.

L'industrie de la mode et du textile au Québec compte quelque 2 000 manufacturiers et emploie actuellement quelque 54 000 travailleurs. Au cours des dernières années, elle a concentré ses efforts dans le développement des exportations vers les États-Unis, la modernisation des équipements de production, et l'exploitation de la niche du moyen et haut de gamme. Ces efforts n'ont pas été en

vain. Ainsi, selon le président organisateur du Salon de la technologie du vêtement qui s'est récemment déroulé à Montréal, les entreprises d'ici n'ont rien à envier au plan technologique aux grands fabricants étrangers. La faible valeur de notre devise aide aussi à la pénétration des marchés étrangers et des projets importants, notamment dans le domaine du textile sont en cours ou sont à l'étude et contribueront à desservir le marché américain. Selon les informations recueillies auprès des fabricants, la valeur actuelle de notre dollar est satisfaisante. La stabilisation des taux d'intérêts est aussi appréciée car elle facilite la planification des investissements. Finalement, plusieurs entreprises dans le secteur du vêtement nous ont indiqué qu'elles espèrent que les décrets seront abolis. Il semble que ces nombreux décrets compliquent énormément l'administration en imposant des taux horaires différents selon le type de produit fabriqué.

Dans le secteur de l'**automobile**, le marché commence à fléchir à l'échelle de l'Amérique du Nord. En conséquence, chez GM à Ste-Thérèse on entend éliminer un des deux quarts de travail dès le mois d'octobre. Environ 1 400 travailleurs seront mis à pied pour une période indéfinie. Quant à l'usine de Hyundai, il n'y a pas de changement; elle demeure toujours fermée suite à un arrêt des opérations pour une période indéterminée. Une entreprise américaine du nom de RCI a fait part publiquement d'un projet de fabrication d'une auto de police qui pourrait éventuellement se réaliser dans l'usine de Hyundai. Ce projet au stade exploratoire exigerait toutefois un partenariat avec General Motors. Au niveau du secteur de la sous-traitance automobile, des firmes telles Montupet et Waterville TG continuent leurs investissements.

Ces jours-ci, l'industrie de la fabrication des **autobus** roule à tombeau ouvert. Novabus a obtenu deux contrats totalisant 200 millions \$ de la ville de New-York et de l'état du New Jersey. Les véhicules seront produits au Nouveau-Mexique où Novabus a acquis une usine l'an dernier. Éventuellement, ce genre de contrat pourrait procurer des bénéfices au Québec (fabrication potentielle de pièces et composantes). Soulignons que Novabus achève aussi le développement et les tests d'un autobus à plancher bas et qu'elle est à organiser la ligne de production de ce véhicule à St-Eustache. Au niveau des autobus interurbains, Prévost Car est passée aux mains du géant suédois Volvo qui entend poursuivre et accroître la

fabrication des autobus dans l'usine de Ste-Claire. L'entreprise projette augmenter la production des véhicules de 500 à 1000 d'ici 1999. Actuellement, la demande est très forte et le carnet de commandes bien rempli.

Le secteur des camions lourds, remorques et carrosseries de toutes sortes, continue de connaître une bonne performance. Les plus importants maîtres d'oeuvre ont des carnets bien remplis pour plusieurs mois à venir. Enfin, au niveau des véhicules récréatifs, Bombardier prévoit une croissance soutenue dans la motomarine, ce qui signifie des retombées et des investissements au niveau des sous-traitants. Par exemple, Beauce Composites a annoncé un investissement de 9 millions \$ pour l'implantation de lignes de production additionnelles de coques et carrosseries de motomarines.

Selon les plus récentes données, les livraisons de **produits de plastique** en provenance du Canada devraient atteindre 15,2 milliards de \$ pour l'année 1994. L'année 1995 semble aussi prometteuse puisqu'on anticipe une croissance de 10% de la valeur des livraisons qui devrait atteindre 16,7 milliards de \$. Le Québec représente environ 28% de l'industrie canadienne. Plusieurs projets d'investissements mijotent dans le sous-secteur de la pellicule de plastique. Certains plasturgistes font état de difficultés rencontrées lors du recrutement de main-d'oeuvre qualifiée. De plus, l'approvisionnement en résine commence à poser des problèmes. Ceci se traduit par une montée sensible des prix et les entreprises du secteur doivent donc se montrer très prudentes sur le plan des approvisionnements en prévoyant à l'avance leurs besoins et en s'assurant de pouvoir composer avec les hausses de prix. Il y a aussi le risque qu'une augmentation trop rapide de prix des produits plastiques pourrait entraîner un effet de substitution vers d'autres matériaux.

Malgré l'avantage concurrentiel que leur procure la faible valeur de la devise canadienne, les opérateurs d'**ateliers d'usinage** semblent éprouver des difficultés à percer sur les marchés étrangers. Pour expliquer cette situation on invoque leur manque d'intérêt pour l'exportation ou d'information sur les marchés extérieurs.

Les fabricants de **machinerie** suffisent à peine à la demande et les délais de livraison sont longs. Ceci vaut particulièrement pour ceux qui desservent le

secteur des ressources naturelles. Les entreprises du secteur répondent à la demande en ajoutant des quarts de travail plutôt que de procéder à de nouveaux investissements.

Au premier trimestre, le **marché immobilier** a continué sa descente aux enfers. Le marché de la revente connaît d'énormes difficultés, particulièrement du côté des petits édifices locatifs (les "plex") dans la grande région de Montréal où, selon une étude de la SCHL, il y a 35 plex à vendre pour chaque acheteur intéressé. Or, le marché est en équilibre lorsqu'il y a un ratio de 10 pour 1. Dans le secteur de la construction résidentielle au Québec, seulement 3 407 unités de logement furent mises en chantier au premier trimestre. Il s'agit là d'une diminution de 26% par rapport à la même période l'année dernière et le plus bas niveau d'activité pour un premier trimestre depuis 1980. Selon Colliers Pierremont (courtage immobilier commercial et industriel), l'année 1995 devrait être une année de continuité par rapport à 1994 pour le marché de l'immobilier industriel. Ce marché est favorable aux usagers car le taux d'inoccupation reste élevé à environ 12% dans le grand Montréal. Chez les promoteurs, Colliers Pierremont n'entrevoient aucune nouvelle construction spéculative avant un bon bout de temps et les seuls projets en cours sont des constructions spécifiques aux besoins des clients. Cependant, petit à petit, le taux d'inoccupation devrait diminuer au cours de l'année. Dans le domaine des espaces de bureau, c'est le jeu des chaises musicales. En effet, la demande additionnelle pour de l'espace de la part de certaines entreprises se trouve contrebalancée par une offre accrue provenant de locataires qui rationalisent leurs opérations et libèrent des espaces. Les dernières données disponibles indiquent que le taux d'inoccupation des locaux de bureau à Montréal est de 16,1%.

Nouvelle économie

Dans les secteurs de l'**aéronautique** et de la **défense**, la tendance demeure positive (ventes en progression) quoique pas très robuste. Comme les compressions budgétaires gouvernementales feront partie du paysage pendant encore longtemps, on observe au Canada une tendance vers l'utilisation de normes commerciales lors de la réalisation de projets militaires. Ceci minimise les coûts, facilite l'entretien des équipements et assure une plus grande standardisation. Les entreprises du secteur poursuivent leurs démarches pour que le

Programme de productivité du matériel de défense (PPIMD) d'Industrie Canada soit renouvelé, les entreprises du secteur insistant qu'une aide financière à la R-D leur est nécessaire afin de pouvoir soutenir la concurrence internationale.

Le Québec compte aujourd'hui environ 110 entreprises dont les produits et services sont issus des **biotechnologies**. Ces entreprises oeuvrent surtout dans le domaine de la santé, de l'agro-alimentaire et de l'environnement. Au cours des deux dernières années, ce secteur a connu un certain ralentissement de sa croissance et peu de nouvelles entreprises sont apparues. Ce constat vaut particulièrement dans le domaine de l'agro-alimentaire et des ressources naturelles. Les effets de la dernière récession et des résultats souvent décevants de la R-D seraient à la source de cette situation. En contrepartie, il n'y a à peu près pas de fermetures d'entreprises dans le secteur. Les entreprises qui tirent le mieux leur épingle du jeu sont celles qui se spécialisent dans l'analyse et les essais cliniques (e.g. ITR, Bio-Recherches, Cato, Phoenix, etc) car elles profitent de la faiblesse du dollar canadien pour pénétrer le marché international. Comme le partenariat est la clé du développement du secteur biotechnologique au Québec, les entreprises souhaitent que les gouvernements les aident du côté de services de maillage de la R-D, de soutien au démarrage d'entreprises, du partenariat international, et de dépistage d'opportunités de brevets. Quant au capital de risque, il semble qu'il y ait beaucoup de dynamisme de ce côté et plusieurs projets industriels majeurs (IAF-Biovac, Bio-Intermediair, etc) pourraient voir le jour grâce à l'existence au Québec d'une multitude de sources publiques et privées de financement (Bio-Capital, Société Innovatech, etc). Paradoxalement, la province ne dispose pas d'une association sectorielle forte en biotechnologie comme dans d'autres provinces canadiennes.

La plupart des fabricants québécois de **produits médicaux** exportent aux États-Unis. Dans ce contexte, la faiblesse de notre dollar par rapport à la devise américaine est très avantageuse parce qu'elle permet à nos entreprises d'augmenter leur marge bénéficiaire de façon substantielle. Certaines entreprises de service et des fabricants de fournitures médicales font une percée sur les marchés du Moyen-Orient, de l'Europe, du Mexique et de l'Amérique Latine. Afin de répondre à cette demande, certaines d'entre elles doivent

augmenter la capacité de production de leurs usines au Canada ou ailleurs dans le monde. Cet effort à l'exportation de la part des entreprises est essentiel pour réaliser leur stratégie de croissance surtout parce que la taille du marché local s'amenuise. En effet, la réduction des paiements de transferts pour les soins de santé a présentement un impact considérable sur l'industrie médicale québécoise. Cela signifie que la taille des marchés québécois et canadien diminue et qu'il est très difficile pour les petites firmes de conserver leur part de marché. Déjà, les coupures budgétaires en vigueur, ont renforcé la concurrence qui est maintenant axée sur le prix global (coût d'acquisition et d'entretien). L'avenir s'annonce plutôt sombre, sur le marché domestique, pour les fabricants locaux suite à l'annonce de nouvelles restrictions et la fermeture d'hôpitaux.

Concernant l'industrie pharmaceutique, une restructuration à l'échelle de la planète est en cours et des multinationales dont, Rhône-Poulenc et Cyanamid Canada, ont annoncé la fermeture de leur usine dans la région de Montréal. Près de 300 personnes seront ainsi mises à pied.

Le secteur de la protection de l'environnement est relativement jeune au Québec et a essentiellement été lancé par le Programme d'assainissement des eaux du Québec (PAEQ). Or ce programme tire à sa fin et les projets d'alumineries sont terminés. Aujourd'hui, la survie du secteur au Québec dépend d'une nouvelle réglementation qui tarde à venir, du développement de nouvelles technologies, et de la capacité du secteur de s'adapter aux exigences des marchés internationaux. Pour y parvenir, le secteur devra pallier à ses faiblesses en misant sur les alliances stratégiques, le regroupements d'entreprises, la formation de consortiums, de clubs d'exportation, une promotion plus poussée du concept de réseaux d'affaire, et le développement des habiletés de gestion dans les projets "BOT" (construire, opérer et transférer à l'État). Le succès remporté par des événements comme le colloque Americana 95 à Montréal au mois de mars dernier et qui a attiré 4 000 visiteurs dont 300 de l'étranger (États-Unis, France, Belgique, Amérique du Sud) témoigne de la sensibilisation du secteur québécois de la protection de l'environnement à cette problématique.

L'industrie du logiciel au Québec commence à être bien établie et est présente sur les marchés

internationaux dans des créneaux très spécialisés et surtout très diversifiés tels l'imagerie et l'infographie, l'automatisation industrielle, la connectivité, l'informatisation du secteur public et du transport, et les produits d'interconnectivité. Cette industrie est aussi confrontée à des enjeux de taille au niveau de l'évolution technologique, de l'accès aux marchés d'exportation et de la convergence de l'industrie des télécommunications, de l'informatique, de la production audiovisuelle et de l'édition. Actuellement, l'expansion sur les marchés internationaux pose un problème majeur: le financement. Or la demande sur le marché québécois est souvent insuffisante pour assurer un fonds de roulement convenable. La situation est particulièrement pénible pour les entreprises qui ont un chiffre d'affaires inférieur à 500 000 \$. Les firmes de capital de risque ne s'intéressent pas à ce genre d'entreprises et plusieurs de celles qui ont d'excellentes idées ne parviennent pas à les faire concrétiser faute de moyens financiers. De plus, souvent les produits doivent être adaptés aux marchés d'exportation, l'expertise des réseaux commerciaux est peu développée chez les producteurs québécois et les gros distributeurs sont à toute fin pratique inaccessibles pour les petits producteurs de logiciels. Les solutions reposent à la fois sur des alliances stratégiques en signant des ententes de service et de distribution avec des entreprises étrangères et sur du financement adéquat. Ceci étant dit, l'industrie québécoise du logiciel dispose d'atouts non négligeables. Par exemple, elle peut s'appuyer sur un réseau de centres de liaison et de transfert d'expertise tels Innocentre qui joue de plus en plus un rôle structurant auprès des petites entreprises de l'industrie. De plus, la première phase de CANARIE a favorisé l'émergence de projets au Québec (M3i, Eicon, Machina Sapiens, LMSOft, MPACT IMMEDIA, Alis Technologies). A noter la présence du CRIM au conseil d'administration de CANARIE, conseil qui joue un rôle déterminant dans le processus de sélection des projets.

Plusieurs initiatives ayant rapport avec l'autoroute de l'information sont en voie d'élaboration au Québec. Les projets déjà annoncés d'UBI et Sirius feront largement appel aux technologies multimédias, mais plus récemment, COGECO annonçait à son tour un projet pilote d'autoroute qui consiste à brancher des ordinateurs sur un réseau de câblodistribution. Ainsi, on espère pouvoir offrir l'accès à toute une gamme de services interactifs et multimédias dans les domaines de la culture, de

l'éducation et des services gouvernementaux. En plus, ce projet rendra disponible de nouveaux services développés par des fournisseurs et partenaires québécois, tout en ouvrant une fenêtre sur le monde grâce à son raccordement à haut débit permettant par exemple de recevoir des extraits audio et des images de spectacles ou événements en cours. Il permettra aussi un raccordement aux réseaux internationaux comme Internet. Québec Téléphone, pour sa part, annonçait en avril dernier un nouveau service de liaison au réseau Internet, dans la totalité de son territoire et au même prix partout. Dès l'automne prochain, ce nouveau réseau appelé «GlobeTrotter» sera offert aux clients résidentiels et d'affaires. Les sociétés commerciales pourront louer des vitrines virtuelles afin de se faire connaître sur ce marché électronique. Pour faciliter aux jeunes l'apprentissage de la navigation dans le monde télématique, Québec-Téléphone parrainera dans divers établissements scolaires, la création de bretelles d'accès local à son inforoute, et ce à des fins culturelles et éducatives. Enfin, «Infoway» est un autre projet relié aux inforoutes qui a aussi été annoncé récemment. Infoway est né d'un consortium formé de Eicon, Positron, AIKS et du CRIM. La famille des produits d'Infoway permettra de relier directement les petits et moyens utilisateurs à des réseaux optiques de 150 et 600 mégabits/sec.

L'industrie du cinéma à Montréal est en pleine action et 1995 sera peut-être une année record. L'année dernière 34 films et une multitude d'émissions pour la télévision furent tournés dans la métropole. La valeur de ces productions a atteint 300 millions de \$ dont environ le tiers était pour des productions étrangères. Cette année on anticipe que la valeur des productions pourrait varier entre 350 et 400 millions de \$. Les atouts de Montréal sont multiples et une campagne de promotion lancée il y a deux ans par la Ville de Montréal, la SODEC et un regroupement de laboratoires, syndicats et autres intervenants a aussi aidé l'industrie à redorer son blason après la désastreuse année de 1992. Toutefois, selon certains porte-parole du milieu du cinéma, un drame pourrait survenir dès l'année prochaine si la Ville de Montréal ne renouvelle pas le budget de 200 000\$ destiné à promouvoir la ville auprès des producteurs étrangers.

Le secteur des technologies avancées de production est composé d'entreprises de logiciels,

de matériel informatique, de systèmes électroniques et d'intégrateurs de systèmes. La croissance de ce secteur dépend de la demande générée par le milieu manufacturier. Au cours des derniers mois, plusieurs entreprises de ce secteur ont vu leurs ventes augmenter sensiblement. Cette augmentation des ventes est attribuable à la vigueur du marché domestique et aux marchés internationaux et plus particulièrement le marché américain. Les intégrateurs de systèmes ont connu la plus grande croissance du secteur des technologies avancées de production en termes de ventes et de création d'emplois. La valeur du dollar canadien leur a permis de mieux se positionner sur le marché américain. Au cours des prochains mois, on estime que le marché domestique sera relativement vigoureux compte tenu que les investissements des manufacturiers vont se poursuivre et qu'un rattrapage au niveau de la productivité est à faire. Sur les marchés étrangers, la baisse du dollar pourrait affecter la compétitivité des fournisseurs de matériel et de systèmes électroniques, compte tenu que les composantes doivent être achetées à l'étranger. Dans le secteur on envisage également un investissement majeur d'environ 15 millions de \$ en provenance d'une firme américaine.

Les consultants en gestion, notamment les consultants privés vivent une situation stable au Québec. Dans l'industrie, la productivité est en hausse car on force les individus à travailler plus fort et les profits grimpent suite aux mesures de réduction des coûts. Toutefois, le financement reste difficile à trouver et on craint de plus en plus la compétition de très grosses entreprises américaines. Un porte-parole de l'industrie a indiqué qu'il estime que les intervenants québécois et canadiens n'ont pas un accès aussi facile au marché américain que les entreprises américaines au Canada, et ce malgré les accords commerciaux entre les deux pays.

Un partenaire dans une importante firme de comptables agréés et de consultants fait remarquer que la tendance est pour les clients de demander toujours plus pour moins d'argent. Il ajoute que les petites entreprises continuent d'éprouver des difficultés à se financer. Une solution partielle suggérée à ce problème serait d'étendre les dispositions de la Loi sur le prêt aux petites entreprises, par exemple pour garantir un prêt accordé pour financer le fond de roulement d'une entreprise. Enfin, toujours chez les firmes de comptabilité, la mode semble être pour les entreprises de taille similaire à se fusionner afin de

pouvoir bénéficier d'économies d'échelle. C'est un phénomène qu'on observe d'abord chez les petites et moyennes firmes comptables.

L'année dernière au Québec les entrées aux frontières des touristes internationaux furent en hausse de 2,4% et leurs dépenses de 3,6%. La hausse fut particulièrement marquée pour les touristes en provenance de pays autres que les États-Unis. Cette année, Tourisme Québec prévoit une augmentation de 2,9% des dépenses totales des touristes. Encore une fois, le segment qui connaîtra le plus haut pourcentage de croissance (+8%) sera celui des touristes internationaux (surtout européens) en provenance d'autres pays que les États-Unis. Le taux de change du dollar canadien continue à favoriser le prix des produits touristiques québécois. La faible valeur de notre devise a aussi pour effet d'inciter les québécois à rester au pays. Cet afflux de touristes étrangers et le comportement casanier des nôtres réduira encore en 1995 le déficit du compte du tourisme international du Québec qui se situait à 1,206 milliard en 1993, et à 883 millions en 1994. Même si les trois premiers mois de 1995 sont peu significatifs (la demande pendant ces mois ne représente que 19% sur la totalité), ils démontrent des résultats positifs avec une légère augmentation de 0,4% du taux d'occupation des hôtels de la région de Montréal comparativement à la même période de 1994. On note aussi une augmentation de 6,3% des visites aux attractions touristiques de Montréal et une augmentation de 2,7% du nombre de passagers embarqués et débarqués aux aéroports de Montréal. Ces chiffres permettent de croire à la croissance globale prévue des dépenses de 2,9%.

OBSERVATIONS

Selon un sondage réalisé en février et mars par la firme SOM pour le compte du Groupement québécois d'entreprise (un regroupement de 600 dirigeants d'entreprise), les PME n'ont qu'une confiance relative en leur banquier. Ainsi, à la question de savoir s'ils ont l'assurance que leur banque ou caisse populaire "sera là en cas de coup dur", les répondants accordent une note de 5,7 sur

10 à leur institution financière. Une note inférieure à 6 indique un aspect à améliorer au plus tôt. La compréhension des banquiers à l'égard des besoins des entreprises obtient une note de 6,7. En revanche, la qualité du service en général obtenu des institutions financières est jugée satisfaisante (note de 7,3). Le sondage révèle aussi que les membres du Groupement investissent dans les technologies de pointe (61%) et dans la formation de leurs employés (87%).

La pénétration de nouveaux marchés préoccupe les entreprises québécoises. Ainsi, selon un sondage Léger et Léger réalisé pour le compte de la firme Biron, Lapierre & Associés, 52% des firmes interrogées affirment qu'il sera indispensable de réaliser tôt ou tard une "transaction" (comportant une acquisition ou fusion) aux États-Unis. Une proportion de 38% des firmes interrogées indiquent que l'Ontario est une priorité alors que 15% désignent le Mexique ou l'Asie.

Selon une étude du Conseil du Patronat du Québec, l'absentéisme du travail pour des raisons de maladie ou des "obligations personnelles" coûte chaque année plus de 6 milliards de \$ à l'économie québécoise. Selon l'étude, les 3,2 millions de travailleurs québécois sont absents en moyenne 10,7 jours par année à un coût moyen pour l'employeur de 189,81\$ par journée perdue.

Le sexisme ... financier existe-t-il au Québec et au Canada? La réponse serait oui si l'on se fie à une récente étude menée auprès des membres de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. Selon l'étude, les femmes qui dirigent une PME et qui font des demandes d'emprunt dans une institution financière essuient un taux de refus de 20% plus élevé que leurs confrères masculins (entreprises similaires). Quant à celles qui obtiennent un prêt, l'étude conclue que dans 95% des cas, le taux d'intérêt chargé est de 0,5 point de pourcentage plus élevé et que dans 61% des cas la "prime" atteint un point de pourcentage.



ONTARIO

RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS

MAI 1995
NUMÉRO DU PRINTEMPS

VUE D'ENSEMBLE

La performance de l'Ontario durant 1994 a été la plus forte en six ans, le PIB réel ayant progressé de 5,7 %. Selon les indicateurs économiques, cette croissance ne pourra être maintenue en 1995. Les exportations de la province, les mises en chantier de logements, les ventes au détail et les ventes d'automobiles, tous ces segments montrent des signes d'affaiblissement.

L'économie se ralentit, peut-être pour se ressaisir, mais elle se dirige certainement vers un niveau de croissance à la fois plus modeste et plus durable. Vu le maintien de la performance appréciable du secteur secondaire, on pense que la croissance de la province pour 1995 se situera néanmoins entre 3,5 % et 4 %.



La croissance sera stimulée surtout par les exportations et par les investissements dans le matériel et l'outillage. Les dépenses de consommation ne joueront qu'un rôle modeste, la confiance des consommateurs demeurant faible. Le spectre de la suppression d'emplois dans le secteur public, l'accroissement de la pression inflationniste au niveau national, le niveau relativement élevé des taux d'intérêt aux États-Unis et le report du référendum au Québec, tout cela aura pour effet de maintenir élevés les coûts du crédit et de nourrir l'incertitude politique et l'incertitude sur le marché de l'emploi au cours des six à douze prochains mois. Cette conjoncture se répercute négativement sur la demande de maisons neuves et de biens durables. On note l'existence d'une accumulation involontaire de stocks, ce qui aura pour effet de

provoquer une certaine demande, mais les dépenses publiques sont appelées à baisser.

Stimulée par la forte performance économique de la fin de 1994, la croissance de l'emploi en Ontario s'est accélérée durant l'automne, mais elle semble avoir de nouveau plafonné durant les premiers mois de 1995. Cependant, le niveau appréciable de l'embauche dans le secteur secondaire s'est

maintenu, et 123 000 nouveaux emplois ont été créés au cours des 12 derniers mois. Le taux de chômage de l'Ontario en avril était de 8,8 %, contre 10,2 % un an auparavant. Vu le ralentissement actuel de l'économie, on pense que la croissance de l'emploi sera à peu près nulle durant la deuxième moitié de l'année, et les analystes prédisent pour l'année un

taux de chômage de 8,6 %.

Durant 1994, les revenus des ménages de l'Ontario ont augmenté de 2,3 %, et les bénéfices des entreprises de 63,8 %. Les perspectives pour 1995 sont que les revenus vont croître à un rythme légèrement plus rapide, tandis que les bénéfices demeureront appréciables et afficheront une croissance de l'ordre de 30 %.

INDICATEURS

Les indicateurs avancés laissent entrevoir un ralentissement de la croissance pour la province. Les ventes intérieures de véhicules neufs, l'un des grands secteurs de la fabrication en Ontario, ont chuté de 1,7 % (taux dessaisonnalisé) en mars, pour atteindre leur plus bas niveau depuis août 1994. Les

ventes de véhicules automobiles sont également en baisse aux États-Unis, ce qui a entraîné une diminution des exportations de produits automobiles de 8,8 % en février et de 5,7 % en mars. Les ventes au détail dans la province ont fléchi de 0,9 % durant mars, après une progression nulle pendant plusieurs mois. Dans l'important marché constitué par Toronto et ses banlieues, les ventes de maisons neuves étaient en baisse de 56 % en avril par rapport à l'année antérieure, tandis que les ventes de maisons existantes étaient en baisse de 45 %.

Les indicateurs de performance reflètent la baisse de la demande. L'indice des offres d'emploi pour l'Ontario se situait à 108 en avril (1991 = 100), soit une baisse de 1 % pour chacun des deux derniers mois. Hydro Ontario signale que, en données corrigées des variations météorologiques, la demande d'énergie en avril était en baisse de 1,1 % par rapport à avril 1994. Les ventes industrielles directes mensuelles, soutenues par les exportations, ont été bonnes en moyenne annuelle, mais les ventes d'énergie aux ménages et aux municipalités sont en baisse depuis janvier. Les faillites de particuliers et d'entreprises dans la province ont également commencé de croître en moyenne annuelle, puisque le nombre de chacune des catégories de faillites a grimpé de près de 3 %. Le nombre de dossiers de l'aide sociale était de 676 990, pour un total de 1 341 263 assistés sociaux en mars, soit le cinquième mois consécutif d'augmentation. Cette tendance toutefois s'explique en partie par des facteurs saisonniers.

Pendant ce temps, d'autres indicateurs confirment encore la forte croissance économique de 1994 et génèrent l'élan qui permettra à la province de se tirer d'affaire en 1995. En moyenne annuelle, les expéditions de produits manufacturés étaient en hausse de 25,6 % durant le premier trimestre, tandis que les licenciements dans le secteur privé ont connu une baisse de 5,1 % durant les quatre premiers mois. Le nombre de prestataires de l'assurance-chômage en Ontario était inférieur de 16,9 % en mars par rapport à mars 1994. Cependant, la croissance récente de l'économie a entraîné une hausse plus marquée du coût de la vie en mars (2,6 %) et une hausse des salaires (1,2 % pour le premier trimestre de 1995 contre 0,3 % pour le quatrième trimestre de 1994).

CLIMAT ÉCONOMIQUE

L'humeur des fabricants est plutôt au pessimisme. On s'inquiète de l'augmentation des stocks et de la baisse des commandes. Comparativement au trimestre précédent, les entreprises sont relativement peu nombreuses à anticiper une augmentation de leur production au cours des trois prochains mois, et un nombre croissant d'entre elles prédisent un recul. Le Conference Board du Canada affirme que 58,2 % des entreprises sont cependant d'avis que le temps est bien choisi pour investir, d'autant que 43,4 % des entreprises déclarent utiliser leurs capacités à un niveau optimal ou plus qu'optimal. Parmi les entreprises qui songent à investir, 45,9 % ont mentionné que la majorité de leurs investissements seraient fait en Ontario.

Le grand public se montre pessimiste quant à la situation économique de l'Ontario. L'indice du Conference Board quant aux attitudes des consommateurs a perdu 18,8 points en ce qui concerne l'Ontario, pour se fixer à 98,0 au premier trimestre. Le sondage Environics de mars-avril traduit lui aussi ce pessimisme. La moitié des sondés ont déclaré que le temps était mal choisi pour acheter, 35 % exprimant l'avis que l'économie devenait plus fragile et 19 % qu'elle se rétablissait. Selon un tiers des répondants de l'Ontario, le problème le plus grave que doit résoudre le pays est le chômage. Bien qu'il révèle des attitudes prudentes, les résultats du sondage pour l'Ontario sont généralement plus positifs que ceux d'autres régions.

PRINCIPAUX SECTEURS

A. Industries de la transformation des ressources naturelles

Les recettes agricoles ont connu une hausse de 1,8 % en 1994. C'est là un résultat positif pour une année où les versements au titre de divers programmes ont été fortement réduits. Les cours pratiqués pour le bétail ont freiné la performance. Les prix du boeuf et du porc ont en effet diminué. D'autres baisses légères des prix sont prévues pour 1995. Les productions végétales ont en général connu de bons prix en 1994, tendance qui devrait se maintenir en raison des conditions météorologiques qu'ont connues les États-Unis et qui ont réduit les plantations de certaines espèces. On croit qu'au-delà de 1995, des mesures devront être prises, dans le sillage des modifications

apportées à la Loi sur le transport du grain de l'Ouest, pour réorienter les industries de l'engraissement, des céréales et des oléagineux de l'Ontario. Les sujets de préoccupation sont les suivants : la réévaluation des infrastructures de transport des grains de l'Ontario, le constat que certaines activités à valeur ajoutée seront maintenant exécutées dans l'Ouest canadien, la nécessité de stimuler le commerce nord-sud et la nécessité de tirer parti des possibilités d'un accroissement du raffinage des oléagineux dans l'Est.

Le secteur alimentaire a augmenté ses expéditions de 3 % durant le premier trimestre, en moyenne annuelle, surtout à la faveur d'une augmentation de 13,1 % des exportations. L'une des grandes questions demeure la menace de mesures commerciales américaines contre la vente secondaire de sucre cubain. Ce sucre, raffiné en Ontario, est incorporé dans un grand nombre de produits nationaux qui sont vendus aux États-Unis et qui pourraient dès lors perdre leur accès au marché de ce pays.

Les approvisionnements en pâtes et papiers se sont rétrécis, et les prix des produits de base continuent d'augmenter. La valeur des expéditions a connu une hausse de 50,4 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de 1994. Le papier journal en particulier connaît une certaine pénurie. La forte demande asiatique pour ce produit a fait monter les prix en janvier, et l'on prévoit d'autres augmentations en juin. Les usines fonctionnent à pleine capacité, et elles ne prévoient pas pour l'immédiat un accroissement de leurs moyens de production. Les ventes bénéficiaires et les investissements dans l'équipement environnemental ont priorité sur l'accroissement des moyens de production. La fabrication de sacs et de boîtes en papier se révèle elle aussi une industrie en expansion, qui durant les deux dernières années a largement dépassé les niveaux de production et d'emploi antérieurs à la récession.

Les prix du carton pour panneaux et du bois d'oeuvre ont fléchi quelque peu par rapport aux niveaux élevés de l'an dernier, ce qui reflète la mauvaise performance des mises en chantier de logements en Amérique du Nord. Cependant, grâce à la baisse du dollar canadien, les unités de production demeurent rentables et utilisent la quasi-totalité de leurs capacités. On n'observe pas encore un début d'accumulation des stocks. De nouvelles capacités, c'est-à-dire à Wawa une usine de

panneaux de copeaux étroits à couches croisées et, à Sault, une usine de panneaux de particules, seront ajoutées dans le courant de cette année, et les capacités des usines de carton pour panneaux, à Bancroft et Timmins, seront accrues. D'importants investissements sont prévus pour de nouvelles unités de production à Atikoken et Pembroke. La menuiserie préfabriquée et le logement préfabriqué tentent de prendre pied sur de nouveaux marchés, aux États-Unis et au Japon, en raison de la faiblesse du marché intérieur. Les expéditions sont en hausse de 7,1 % pour le premier trimestre par rapport à 1994.

Les cours des métaux, tels que l'or, l'argent, le nickel, le zinc, le cuivre et le plomb, sont tous inférieurs à leurs sommets de la fin de 1994, mais ils semblent s'être stabilisés et ils génèrent des bénéfices intéressants pour le secteur minier de l'Ontario. De nouvelles sources étrangères de cuivre devraient entrer en service cette année et pourraient entraîner une nouvelle baisse des cours. La demande de nickel et de zinc dépendra largement de la santé du secteur automobile nord-américain. La demande internationale de ces métaux est en effet assez faible en raison des importants stocks mondiaux.

La valeur de la production des métaux primaires a connu une hausse de 28,3 % durant le premier trimestre par rapport à celui de l'an dernier, mais une bonne partie de cette hausse est attribuable au raffermissement des prix. Dominé par une solide industrie de l'acier, qui a bénéficié de la vigueur du secteur automobile nord-américain, le secteur des métaux primaires est très rentable. Cependant, la partie du secteur liée au bâtiment a été faible, en raison du marasme de la construction domiciliaire. Le segment des fabrications métallurgiques signale une forte concurrence, et l'industrie ne fonctionne pas encore à pleine capacité. Si l'on ajoute à cela la résistance de la clientèle, en particulier celle du secteur de l'automobile, il est difficile pour les entreprises de transférer l'augmentation de leurs coûts, surtout pour l'acier, ce qui les oblige à absorber ces augmentations et à réduire de façon appréciable leurs marges d'exploitation. L'industrie chimique poursuit sa restructuration, qui a d'importantes répercussions négatives sur la ville de Sarnia, où le taux de chômage atteignait en avril 17,6 %. Les entreprises de fabrication de plastiques signalent qu'elles parviennent sans trop de mal à hausser leurs prix afin de refléter l'augmentation du coût des résines. L'industrie a connu un certain fléchissement de la demande. La demande est faible

dans certains secteurs, tels le logement, les articles de sport et les emballages, mais elle demeure ferme dans l'aérospatiale et les produits de l'automobile. Comme pour les fabrications métallurgiques et les métaux primaires, le niveau de l'embauche n'est pas considérable, et l'on ne procède qu'à des investissements sélectifs, en général liés aux gains de productivité.

B. Fabrication

La construction automobile au niveau national a augmenté de 31 % au cours du premier trimestre par rapport à la même période de 1994, contre 5 % pour l'Amérique du Nord. Le lancement de la Lumina de GM, à Oshawa, et celui de la NS van line de Chrysler, à Windsor, ont été des facteurs non négligeables. Cependant, on observe un ralentissement de la demande, attesté récemment par la fermeture temporaire de certaines chaînes de montage à Bramalea et Oakville. On continue d'affirmer que Honda songe à accroître considérablement son unité de Alliston, ce qui aura pour effet de doubler sa capacité annuelle, qui passera à 200 000 voitures. Toyota a déjà annoncé en novembre dernier qu'elle a l'intention d'agrandir son unité de Cambridge, au coût de 600 millions de dollars. Les producteurs japonais sont impatients de délocaliser leur production depuis le Japon, afin de lutter contre les effets de la montée en flèche du yen.

Les fabricants de pièces d'automobiles fonctionnent presque à pleine capacité. Jusqu'à maintenant, la production est en hausse de 17,4 % en 1995, et les ventes devraient se situer juste au-dessous de 20 milliards de dollars. D'importants investissements sont effectués dans le matériel et l'outillage, mais l'on croit qu'ils seront un peu inférieurs aux investissements de 1,6 milliard de dollars de l'an dernier. Les fournisseurs des fabricants de pièces voudraient imposer des prix plus élevés pour les produits de base comme l'aluminium, l'acier et les résines. Pour leur part, les constructeurs d'automobiles rechignent à accepter le transfert de ces augmentations de prix. Pour les fabricants de pièces, situés au milieu, ces difficultés sont exacerbées par la décision des constructeurs de réduire le nombre de leurs fournisseurs, ce qui oblige ces derniers à comprimer leurs coûts le plus possible. Cependant, certaines augmentations de coûts sont aujourd'hui reflétées dans les hausses de prix des automobiles. Pour les fournisseurs de pièces qui sont parties à

des conventions collectives sur le point d'expirer, le temps est très mal choisi pour négocier.

Le secteur des outils et des matrices est extrêmement solide. Largement stimulé par la demande de l'industrie automobile, d'importants programmes d'outillage et de réoutillage sont entrepris en Amérique du Nord, qui devraient dans certains cas se poursuivre jusqu'en l'an 2000. L'industrie investit aujourd'hui dans des unités de production et des équipements, et il y a de l'embauche. Elle doit relever plusieurs défis, notamment être en mesure de réagir assez rapidement aux nouvelles commandes, et trouver du personnel qualifié, en particulier des spécialistes de la conception et de la fabrication assistées par ordinateur. L'industrie exporte dans le monde entier, mais, en raison des fluctuations des devises, sa présence sur les marchés autres que celui des États-Unis lui cause davantage de difficultés. L'industrie du moulage des plastiques profite également du développement de nouveaux produits et de la vigueur de la demande mondiale.

Les commandes nouvelles de technologies de fabrication de pointe (TFP) arrivent aujourd'hui à un rythme plus facile à contrôler, mais l'arriéré des commandes demeure important. De nouveaux travailleurs sont embauchés, mais l'industrie déplore la difficulté de trouver de véritables gens de métier. Les prix des intrants sont à la hausse, qu'il s'agisse des matières premières ou des salaires. Par ailleurs, le prix des composantes importées est plus élevé, et cela en raison de la baisse du dollar canadien. Les tentatives de transférer les augmentations de coûts se sont heurtées à la résistance du marché, et la concurrence rend aujourd'hui nécessaire une réduction des prix officiels. Les fournisseurs de matériel de construction ont observé un accroissement des ventes sur le marché intérieur, en particulier dans la région centrale du Canada.

Parmi les fabricants de matériel électrique, les entreprises d'appareils d'éclairage connaissent encore de mauvais résultats, qui concordent avec ceux du secteur du détail et du secteur du bâtiment. Les expéditions d'appareils ménagers petits et gros sont cependant à la hausse. D'importants changements ont lieu aujourd'hui dans la distribution de ces produits. Les magasins de vente au détail de gros articles en boîte sont en train de remplacer le réseau classique des distributeurs de produits électriques. En ce qui concerne la demande industrielle, la performance est nettement

supérieure. Les expéditions de matériel industriel électrique et les expéditions de fils et de câbles électriques ont augmenté, en moyenne annuelle, de 20,7 % et de 31,1 % respectivement durant le premier trimestre, par rapport au premier trimestre de 1994. En général, les entreprises qui ont l'exclusivité d'un produit et qui sont orientées vers les exportations obtiennent de très bons résultats. Maintes entreprises qui avaient procédé à d'importantes réductions de leurs effectifs ont aujourd'hui du mal à répondre à la demande.

Les fabricants qui vendent directement au marché de la consommation observent un nouveau ralentissement de la demande. L'industrie du vêtement a connu une légère croissance durant le premier trimestre, mais elle se spécialise de plus en plus et sa vocation exportatrice se confirme. La restructuration et la reconversion de points de vente nationaux se répercutent négativement sur l'industrie. On supprime encore des emplois. L'industrie du meuble de maison connaît un ralentissement, mais les exportations demeurent fortes. Les ventes de meubles de bureau s'améliorent, tant au niveau national que sur les marchés étrangers, une amélioration qui rend compte de la hausse des bénéfices des entreprises. L'industrie du meuble s'est elle aussi heurtée à un problème de resserrement des marges, puisqu'il est difficile en effet de transférer un accroissement du coût des facteurs de production lorsque le marché de la consommation est atone.

C. Industries de pointe

Parmi les industries de pointe, le segment des équipements de télécommunications ne connaît qu'une croissance modérée de sa production, même si les exportations ont connu, en moyenne annuelle, une hausse de 25,1 % durant le premier trimestre. L'ouverture des marchés européens traditionnels aux producteurs canadiens offre de nouveaux débouchés commerciaux. Beaucoup plus actif est le secteur des machines de bureau, de magasin et d'entreprise. La croissance annuelle des expéditions de ce secteur est d'environ 60 % (et de 70 % pour les exportations), ce qui fait de cette industrie l'un des segments les plus prospères de l'économie. En 1994, les ventes nationales d'ordinateurs ont à elles seules augmenté de 26 %, pour atteindre 2 milliards de dollars. Depuis le début de la récession en 1989, la branche ontarienne de l'industrie a recouvré tous les emplois perdus et plus que triplé ses expéditions et ses exportations. On prévoit d'autres accroissements des capacités de

production, mais le problème le plus difficile est de trouver un nombre suffisant d'employés ayant les connaissances techniques. Parallèlement à cette croissance, il y a celle des logiciels et services de série. Le Canada joue un rôle de premier plan sur ce marché, et de nombreux chefs de file de l'industrie, tels Alias, Corel et Delrina, ont leur siège en Ontario. Le financement de ces industries à fort coefficient de savoir, et la pénurie d'employés ayant les compétences techniques demeure de graves problèmes. Aujourd'hui, la moitié seulement des 25 000 nouveaux emplois annuels dans le secteur des logiciels sont donnés aux nouveaux diplômés en sciences informatiques.

L'industrie des médicaments et des produits pharmaceutiques a conservé, durant le dernier cycle économique, une croissance constante, mais très modeste. Ce schéma ne s'est pas modifié. Outre le ralentissement du marché intérieur, par suite de la nécessité de réduire les coûts de la santé, la demande a subi les contrecoups des regroupements d'hôpitaux et de la signature de contrats d'approvisionnement à long terme avec de grandes sociétés pharmaceutiques internationales. En revanche, on a trouvé le moyen d'exporter vers les États-Unis, le Mexique et l'Extrême-Orient. Le niveau de l'emploi dans l'industrie continue de baisser, et la plupart des projets d'investissement ont été laissés en suspens jusqu'à ce que les marchés s'améliorent. Les entreprises moins rentables et de taille modeste sont préoccupées par la proposition de Santé Canada en vertu de laquelle des droits seraient perçus en vue du recouvrement des coûts, pour les essais de produits et les notifications. Cette mesure risque de se répercuter sur l'aptitude de ces entreprises à lancer des produits sur le marché.

L'industrie ontarienne de la protection de l'environnement, qui compte environ 1 500 entreprises et 30 000 employés, connaît une forte croissance. Les exportations, le plus souvent vers les États-Unis et l'Europe, représentent environ 10 à 15 % des ventes de services environnementaux et plus de 25 % des ventes de produits. Les entreprises de l'industrie sont en général de taille modeste, mais elles connaissent une expansion et elles créent des emplois. Le secteur demeure optimiste pour 1995. On a cependant le sentiment que, si la concurrence du secteur public était moindre, l'industrie pourrait croître et se diversifier encore plus rapidement. Parmi les exemples cités, il y a le Centre technique des eaux usées, les ministères de l'Environnement

et de l'Agriculture, le Ontario Centre of Environmental Advancement et le Centre de prévention de la pollution des Grands Lacs.

L'industrie aéronautique fait état de bonnes nouvelles qui laissent croire que les activités reprennent. De Havilland voit son carnet de commandes s'accroître en ce qui concerne son avion Dash 8, et la société a récemment annoncé qu'elle va maintenant produire deux avions par mois au lieu de trois. L'entreprise devrait aussi dévoiler prochainement son nouveau Dash 8-400, qui, espère-t-on, absorbera une portion accrue de ses capacités de production. D'autres segments de l'industrie devraient profiter éventuellement de l'augmentation de la demande mondiale des voyageurs. Le segment de l'industrie aérospatiale qui porte sur la construction de satellites de communication ne connaît pas de temps mort. Le lancement d'un programme spatial commandité par l'État devrait, espère-t-on, stimuler d'autres segments de l'industrie aérospatiale. Comme le secteur des constructions aéronautiques, l'industrie de l'électronique de défense a une vocation exportatrice marquée. Contrairement aux États-Unis, l'industrie locale, davantage axée sur le commerce et sur les applications civiles, n'a pas autant souffert des conséquences de la fin de la guerre froide. Comme le segment des composantes électroniques est l'un des quelques secteurs de croissance dans le domaine de la défense, l'industrie de l'électronique de défense a pu se stabiliser et obtenir de nombreux contrats pour la construction d'équipements nouveaux ou la remise en état d'équipements.

D. Services et bâtiment

Les détaillants connaissent encore l'incertitude, dans l'attente de consommateurs trop souvent insaisissables. Après une période de Noël relativement bonne, les ventes se sont mises à baisser en mars, en particulier pour les biens semi-durables. Cependant, les ventes de vêtement pour femmes et enfants, ainsi que les ventes de pièces, d'accessoires et de services automobiles, demeurent intéressantes. Parmi les biens durables, ce sont les meubles de maison et les appareils ménagers qui dominent, mais, vu les difficultés de la construction domiciliaire, cette situation pourrait être de courte durée. Globalement, les ventes des magasins à rayons en Ontario ont progressé de 7,3 % en moyenne annuelle au cours des deux premiers mois. La concurrence demeure féroce, et la restructuration du secteur, en faveur du marketing

de masse et des chaînes à gros débit, se poursuit. Cadillac-Fairview est la dernière victime d'importance. Les faillites de commerces de détail sont en hausse de 5,6 % pour le premier trimestre et visent un passif total de 132 millions de dollars, chiffre qui est plus élevé des deux tiers que le chiffre correspondant de l'an dernier. L'emploi, dans le commerce de détail, est en baisse par rapport à l'an dernier, mais, dans le commerce de gros, il est en hausse.

Les perspectives de l'industrie du tourisme sont excellentes. Durant le premier trimestre, le nombre d'Américains qui ont fait un voyage d'un ou plusieurs jours en Ontario a augmenté de 5,1 % par rapport à la même période de 1994. Pour les étrangers venant d'autres pays, l'augmentation est de 13,8 %. La baisse du dollar canadien semble également pousser les Ontariens à demeurer chez eux. Durant le premier trimestre, le nombre de résidents de retour en Ontario après un voyage de un ou plusieurs jours aux États-Unis a diminué de 5,8 %. Selon Resorts Ontario, les réservations faites par les résidents de la province sont en hausse, mais la durée des séjours n'est en moyenne que de trois à cinq jours. Cette donnée confirme l'attitude prudente du consommateur.

On observe une forte croissance de l'emploi dans les services aux entreprises. Le secteur des services informatiques est particulièrement solide, puisque, au Canada seulement, les dépenses se rapportant aux produits et services multimédias interactifs devraient connaître une progression faramineuse d'ici à l'an 2000, passant de 2,5 milliards de dollars à 30 milliards de dollars. Sur le plan de l'emploi, la maintenance d'ordinateurs perd nettement de son importance, au profit de l'intégration de réseaux et des services de dépannage. Il faudra davantage de travailleurs compétents. La situation est très différente pour les services de communication, où la déréglementation a entraîné une forte concurrence, et nombre de grandes entreprises, telles Bell et Unitel, procèdent en ce moment à des licenciements massifs afin de réduire leurs coûts. Pour les architectes et les ingénieurs-conseils, la demande favorise surtout ceux qui se sont convertis à la formule «conception-construction-exploitation», par opposition aux contrats proprement dits. Elle favorise encore davantage ceux qui travaillent sur le marché international, lequel bénéficie de la faiblesse du dollar canadien. Malgré ces débouchés, le marché intérieur demeure faible, et les professions visées souffrent d'un sous-emploi considérable. Les

services des dessinateurs industriels connaissent une demande assez forte, la concurrence mondiale encourageant la différenciation des produits. En revanche, le segment des conseils de gestion demeure faible, en particulier pour les professionnels non spécialisés. Le secteur n'offre pas de débouchés aux États-Unis, un marché très concurrentiel où se trouvent déjà de nombreux chefs de file de l'industrie.

Le secteur financier connaît de bons résultats, et les banques en particulier sont revenues à des niveaux élevés de rentabilité. La déréglementation et l'entrée dans de nouveaux domaines de la finance internationale, tels le commerce des produits dérivés, entraînent une importante réorganisation au sein de l'industrie. La demande de crédit à la consommation s'est accrue récemment, tandis que la demande de crédit pour les entreprises est demeurée modeste, bien que stable. Le marché des hypothèques résidentielles est en forte baisse.

L'industrie du bâtiment est encore faible. Le nombre de faillites a connu une hausse de 38,5 % durant le premier trimestre par rapport à la même période l'an dernier. La valeur des permis de construction domiciliaire a baissé de 19,5 % durant le premier trimestre, par rapport au premier trimestre de 1994, et les mises en chantier (corrigées des variations saisonnières) ont, quant à elles, diminué de 4,6 %. Les constructeurs signalent aussi que les coûts s'approchent de leur plafond historique et compriment leurs marges. Windsor est l'une des rares villes de l'Ontario où l'industrie du bâtiment est encore active. La valeur des permis de construction non domiciliaire dans la province a augmenté de 14,2 % durant le premier trimestre, augmentation attribuable surtout à la construction prochaine d'établissements. Cette hausse est réconfortante, mais il n'est pas probable qu'elle conduise à une reprise durable des activités. Certains promoteurs d'envergure internationale font des affaires au Mexique, mais la dévaluation du peso a nui à ce secteur.

OBSERVATIONS

L'Ontario demeure le principal endroit en Amérique du Nord pour les immatriculations d'entreprises ISO 9000. En février 1995, la province comptait 551 immatriculations, dont 21,6 % ont été effectuées entre novembre 1994 et février 1995. Trois cent d'entre elles relèvent des quatre secteurs industriels suivants : produits

chimiques, fabrications métallurgiques, matériel, équipements électriques.

Grâce à la faiblesse du dollar canadien, les entreprises exportatrices sont en mesure d'obtenir, sur leurs exportations vers les États-Unis, de meilleures marges que sur leurs ventes au Canada. Lorsque la demande d'un produit est particulièrement forte et qu'il y a répartition de la production, la clientèle du marché intérieur ne reçoit pas toujours un traitement égal.

De nombreuses entreprises du secteur privé résistent à la nécessité d'embaucher de nouveaux employés, préférant plutôt payer des heures supplémentaires. Le niveau élevé de l'impôt sur la masse salariale, le coût des indemnités de départ et l'équité dans l'emploi rendent l'embauche coûteuse et imposent un fardeau administratif qui décourage le recrutement de nouveaux employés. Vu leur pessimisme quant aux perspectives économiques, de nombreuses entreprises croient aussi que leurs problèmes de main-d'oeuvre pourraient bien disparaître dans un avenir proche, et elles croient qu'elles devraient éviter de s'imposer le fardeau de nouveaux employés à temps plein.

En 1995, les négociations collectives concerneront moins d'entreprises qu'en 1994, mais davantage d'employés. L'année courante verra l'expiration de 2 382 conventions collectives qui intéressent 388 475 employés. La diminution du nombre de conventions s'explique par la législation sur le contrat social. De nombreuses conventions du secteur public ont été prorogées jusqu'en 1996, année où le contrat social doit expirer. Parmi les principales conventions qui devront être renouvelées durant la période estivale, citons celle des travailleurs de la maintenance d'Air Canada et celle des 68 000 enseignants des écoles primaires et secondaires dans toute la province.

Selon Environic Research, la satisfaction de l'Ontario à l'égard du gouvernement fédéral est demeurée élevée au cours du premier trimestre, puisque 64 % des répondants ont dit être assez satisfaits ou très satisfaits. C'est l'évaluation la plus élevée au pays. Le chômage demeure la préoccupation principale, suivie par la dette publique et la situation économique en général.

Les résultats des élections provinciales se répercuteront sur la performance économique. Si les Conservateurs accèdent au pouvoir, comme cela semble devoir être le cas au moment de la

réduction de ces lignes, les licenciements et la compression des dépenses publiques auront des effets défavorables. En revanche, les promesses de déréglementation, en particulier dans le marché du travail, favoriseront l'environnement des entreprises et entraîneront de nouveaux investissements.



NOUVELLE-ÉCOSSE RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS

MAI 1995

NUMÉRO DU PRINTEMPS

VUE D'ENSEMBLE

La reprise économique de la Nouvelle-Écosse semble avoir une base solide, puisque la province a connu en 1994 l'un des plus forts taux de création d'emplois au Canada. Cependant, il y a eu un dérapage durant le premier trimestre de 1995, puisque le taux de chômage est passé à 12,8 % en mars contre 12,3 % en février. Les exportations vers le reste du Canada ont augmenté de 17,5 %, et les expéditions de produits finis ont augmenté de 16 %. Les mises en chantier de logements sont en hausse de 44 %, tandis que les ventes au détail restent lentes.

Le tourisme demeurera actif en 1995, favorisé par le Sommet du G-7, le 250^e anniversaire de la Forteresse de Louisbourg et les deux nouveaux casinos de la province.

Certains prédisent que les dépenses des touristes pourraient franchir la barrière du milliard de dollars. On signale une forte croissance dans l'industrie forestière et dans les activités manufacturières qui s'y rapportent.

INDICATEURS

Les exportations continuent d'alimenter la croissance, puisque les chiffres de janvier 1995 sont de 32 % supérieurs à ceux de janvier 1994. Les exportations par le port de Halifax ont diminué de 26,8 % par rapport à la même période de 1994, mais cela s'explique par le ralentissement de la demande de gypse, lui-même provoqué par la contraction du marché de l'habitation aux États-Unis.

Le premier trimestre de 1995 a vu l'apparition de 3 096 nouvelles entreprises. Pour le même trimestre, il y a eu 85 faillites, contre 64 pour le premier trimestre de 1994; la majorité de ces

faillites sont survenues dans le bâtiment, la pêche et le piégeage, ainsi que dans le transport et l'entreposage.

La Nouvelle-Écosse a réussi beaucoup mieux qu'on ne le prévoyait pour ce qui est de la réduction de son déficit. Le déficit des comptes courants pour l'exercice 1994-1995 a été de 200 millions de dollars inférieur aux prévisions, et l'on prévoit qu'il tombera à moins de 30 millions de dollars durant l'exercice 1995-1996.

CLIMAT ÉCONOMIQUE

Compte tenu de l'ouverture prévue de deux nouveaux casinos dans la province, et avec l'assurance que le gouvernement recevra 25 millions de dollars pour chacune des quatre premières années d'exploitation de ces

casinos, l'opposition de longue date du public semble s'être stabilisée. Un tiers des habitants de la Nouvelle-Écosse sont très en faveur des casinos, tandis que plus de six sur dix s'y opposent modérément ou fortement. Ceux qui sont en faveur des casinos continuent de l'être pour des raisons économiques : ils le sont à cause des emplois qui, selon eux, en résulteront. Ceux qui sont opposés s'inquiètent des possibles répercussions sociales. Plus précisément, ils croient que le démon du jeu deviendra un problème et que la criminalité augmentera.

La Nouvelle-Écosse a présenté un budget sans surprise, que l'on a considéré comme bienveillant pour les entreprises, mais dépourvu de toute solution réelle aux grandes préoccupations économiques telles que l'investissement et la création d'emplois. Le gouvernement n'a annoncé aucun impôt nouveau ni aucune augmentation d'impôts, et il entend poursuivre la réduction du secteur public.



L'industrie forestière déplore encore qu'aucun accord n'ait été conclu quant au maintien du Programme coopératif de développement des marchés d'outre-mer. Le secteur des scieries et les gouvernements provinciaux de la région considèrent ce programme comme essentiel si l'on veut que les intérêts du secteur des scieries soient préservés en Europe.

Le secteur des scieries est préoccupé aussi par le Processus consultatif sur le bois d'oeuvre, qui se déroule actuellement avec les États-Unis. Les industriels de la région craignent que l'industrie américaine se prépare à relancer la question des droits compensateurs et que, en participant aux consultations, la région ne soit plus admissible à l'exemption dont elle a déjà bénéficié.

Certains ont affirmé que la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique a pour effet de dissuader les travailleurs qualifiés d'accepter les emplois existants dans l'industrie de la pêche.

PRINCIPAUX SECTEURS

Fabrication

La performance des chantiers navals de Halifax, sous la direction du groupe Irving, est impressionnante. Les travaux prévus par le contrat des navires de la défense côtière maritime sont même en avance sur le calendrier, et, grâce à des carnets de commandes assez bien remplis pour ce qui est des réparations de navires, une certaine effervescence règne à Halifax et dans les cales de halage de Dartmouth.

Technologie

Les entreprises qui opèrent dans le secteur des technologies de l'information donnent des avis partagés quant à l'état et aux perspectives de ce secteur. Certaines d'entre elles connaissent une croissance et une expansion, à la faveur de l'amélioration des marchés mondiaux, mais d'autres trouvent que leur situation est stable, voire décroissante. Les décisions prises par certaines entreprises, par exemple la signature d'un accord de distribution entre Positronics avec une grande société comme Spectrum Holobyte, sont perçues comme un signe encourageant par d'autres entreprises locales du secteur qui cherchent à s'implanter aux États-Unis.

Ceux qui s'occupent de développement du contenu, un segment assez bien loti, se sont réjouis du soutien de la province à un nouveau studio de prise de son, qui permettra d'élargir le marché du film et celui des multimédias. D'autres déplorent que, malgré certains succès, la croissance globale du secteur ne soit pas aussi rapide que dans d'autres régions du monde, et ils constatent qu'ils perdent du terrain. Ils voudraient que des engagements plus nets soient pris pour assurer la croissance du secteur des technologies de l'information.

Selon un rapport de Peat, Marwick, Thorne de mars 1995, intitulé «Comparaison des coûts des entreprises au Canada et aux États-Unis» et préparé pour la Direction de la promotion du commerce et de l'investissement des États-Unis, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Halifax serait la ville la plus économique pour le lancement d'une entreprise. L'étude comparative portait sur 15 villes et sept secteurs.

Devant les merveilles du réseau Internet, le grand public manifeste une attitude optimiste envers la croissance. De nouvelles entreprises continuent de s'implanter dans le segment «fournisseur» du réseau Internet.

Digital Image F/X est en train d'établir la première installation au Canada destinée à tester et à explorer la réalité virtuelle dans des applications industrielles. À l'heure actuelle, l'entreprise songe à développer, avec la Dalhousie Medical School, des applications chirurgicales de la réalité virtuelle.

Le NE50 Digital FM Exciter (excitatrice), développé conjointement par Applied Microelectronics Inc. (AMI) et Nautical Laboratories Limited (Nautel) a été qualifié de «Nouveau produit extraordinaire» par Radio World, lors de la foire commerciale de la National Association of Broadcasters (NAB) tenue à Las Vegas. Une excitatrice est un élément important d'un système de radiodiffusion.

On croit qu'InNovacorp va apporter des avantages considérables à l'industrie de la technologie de la Nouvelle-Écosse. Une aide fédérale permettra de constituer la masse critique de ressources qui sera nécessaire pour faciliter le développement commercial et la commercialisation des ressources provinciales.

Services

L'Association des instructeurs privés et des collèges professionnels de la Nouvelle-Écosse a récemment établi un «code d'éthique professionnelle».

Les entreprises dont le rayon d'action est local semblent plus optimistes, même si, contrairement aux entreprises à vocation exportatrice, elles n'ont encore rien fait pour accroître leurs effectifs ou leurs dépenses de R-D ou pour établir davantage d'alliances sur les marchés internationaux en formant des coentreprises ou en partageant des effectifs.

En cette période de changement, les entreprises du secteur privé rapportent qu'elles sont aujourd'hui plus sensibles aux avantages de la formation, encore que cette observation s'applique essentiellement aux grandes entreprises. Autrefois, la plupart des activités de formation étaient, directement ou indirectement, financées par le gouvernement, via la Commission régionale de la formation industrielle (RITC), les prêts aux étudiants, etc. Les réductions du financement public ont donc un effet sur l'industrie, même si elles sont source de débouchés pour certains types de spécialistes de la formation, étant donné que les fonds, aujourd'hui plus rares, sont consacrés au recyclage des personnes sans emploi.

Des consultants signalent une très forte augmentation, au cours des dernières années, des petits cabinets de conseils à vocation spécialisée. Le résultat a été une réorientation considérable de toute l'industrie des conseils en gestion, une industrie formée aujourd'hui de petits cabinets spécialisés au lieu d'affiliations à de grands cabinets nationaux ou internationaux.

On observe un accroissement de la concurrence du secteur public, par exemple celle des universités et collèges de la Nouvelle-Écosse, qui cherchent à se constituer une clientèle formée d'entreprises, et l'arrangement ITT Sheraton conclu avec les collèges communautaires pour assurer la formation des employés des futurs casinos.

Industries primaires

Industrie forestière

Les usines de papier journal de la Nouvelle-Écosse fonctionnent à pleine capacité. «Nous avons tellement de commandes que nous n'avons même pas fermé pour Noël et le Nouvel An. L'an dernier, nous nous demandions si l'une de nos deux usines allait survivre», de dire Patricia Diets, directrice des communications de la société Stora Forest Industries, à Point Tupper.

La société Minas Basin Pulp & Power Company Ltd. créera 50 emplois, à la faveur d'un élargissement de sa gamme de production, à la suite duquel la société Hantsport fabriquera du carton doublure léger à partir de carton ondulé recyclé. Cinquante autres emplois seront créés dans l'industrie du recyclage par des entreprises associées. Grâce à l'expansion, la capacité passera de 30 000 tonnes à quelque 80 000 tonnes par année.

Dans le secteur des produits du bois, on observe une baisse de confiance à l'égard des perspectives d'avenir. Les dirigeants de l'industrie croient que le secteur va de nouveau connaître un fléchissement des prix et une plus grande instabilité.

Au cours de 1994, la production des Maritimes a été de 1,22 milliard de pieds-planches, dont seulement 5 % ont été expédiés en dehors de l'Amérique du Nord, contre 22 % en 1992.

Grâce à une collaboration entre le secteur des matériaux de construction de la région Atlantique du Canada, les quatre provinces de l'Atlantique, le MAECI, l'APECA et Industrie Canada, une initiative appelée Japan Building Products Initiative Atlantic Province Program portera sur la construction, par le secteur privé, de quatre maisons modèles, chacune représentant l'une des provinces de l'Atlantique. Ces maisons seront exposées à l'occasion d'un grand salon de l'habitation au Japon, afin de faire connaître les matériaux de construction de la région. Ce projet, auquel sera associé un groupeur de matériaux de

construction représentant 86 constructeurs japonais, devrait permettre aux petits et moyens producteurs de la région de tirer parti ensemble d'un marché auquel chacun d'eux seul pourrait ne pas être en mesure de s'attaquer.

Entreprises de services environnementaux

L'optimisme s'accroît, en particulier dans les entreprises à vocation exportatrice. Le marché intérieur est perçu comme un marché à la baisse, un marché qui ne s'adapte pas facilement aux techniques et méthodes nouvelles ou différentes, ou qui les accepte mal. Conscientes de la situation, les entreprises se tournent vers les débouchés offerts par les marchés internationaux, en attendant que le marché intérieur évolue à la faveur de la reprise économique. Certaines entreprises ont observé un accroissement de la sous-traitance chez les producteurs de la région, qui veulent tirer parti ensemble d'un marché qu'ils ne seraient peut-être pas en mesure individuellement de conquérir.

Le Maritime Lumber Bureau mentionne que, selon les premiers rapports sur la production pour 1994, la production a connu une hausse d'environ 20 % dans la région par rapport aux chiffres de 1993.

Aquiculture

Les exportations de produits de la pêche en 1994 ont été meilleures qu'en 1993. Les très intéressants marchés des crustacés ont permis aux pêcheurs d'obtenir de meilleurs prix, qui à leur tour entraînent des retombées économiques dans les collectivités. Le secteur de la pêche du poisson de fond connaît de grandes difficultés, mais, en revanche, de nombreuses usines de transformation du poisson demeurent rentables. Dans l'ensemble, les perspectives sont encourageantes.

Ce secteur est très concurrentiel, mais la demande de crustacés est forte, à un moment où de nombreux pays se relèvent de la récession. Les entreprises déplorent les grandes difficultés qu'elles éprouvent à réaliser des marges bénéficiaires sur leurs produits, et elles souffrent d'une concurrence extrême. Leurs bailleurs de fonds et la concurrence les ont forcées à rationaliser considérablement leurs opérations.

La société National Sea Products a déclaré des bénéfices pour la première fois depuis 1987. Ce tour de force s'explique surtout par une baisse des coûts d'exploitation et par le lancement de nouveaux produits. L'entreprise se concentre aujourd'hui sur des produits à plus forte valeur ajoutée.

Il y a à Mulgrave une nouvelle usine d'écaillage des crevettes, qui appartient à une société des îles Féroé. La nouvelle usine créera 25 emplois et sera approvisionnée par deux chalutiers modernes.

La société Richmond Fisheries, de Petit de Grat, a fermé ses portes, ce qui a entraîné le licenciement de 300 personnes.



NOUVEAU-BRUNSWICK

RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS

MAI 1995
NUMÉRO DU PRINTEMPS

VUE D'ENSEMBLE

Statistique Canada rapportait récemment que le produit intérieur brut du Nouveau-Brunswick a augmenté de 1,7 % en 1994 par rapport à l'année antérieure. Le Conference Board prédit quant à lui que le Nouveau-Brunswick dominera la région Atlantique avec une croissance de son PIB de 2,4 % en 1995, et une croissance du même ordre en 1996. La performance exceptionnelle des exportations dans le secteur des ressources naturelles, en particulier les pâtes et papiers, les mines et l'agriculture, se poursuit au second trimestre. Elle devrait compenser les emplois perdus dans la fonction publique et le ralentissement que connaît la construction domiciliaire depuis le début de 1995.

Tout laisse présager une répétition de la performance sans

précédent du secteur du tourisme l'an dernier, la baisse du dollar canadien incitant les vacanciers à passer leurs vacances chez eux. Le niveau de l'investissement des entreprises paraît encourageant, mais la confiance des consommateurs est encore faible, si l'on en juge par la baisse des ventes au détail.

INDICATEURS

La croissance de 1,7 % du PIB de la province pour 1994 est inférieure à celle du PIB national, qui est de 4,2 %. Un économiste du Conseil économique des provinces de l'Atlantique (CEPA) évoque plusieurs facteurs pouvant expliquer cette faiblesse de la croissance du PIB. L'un d'eux est le fait que «les travaux du bâtiment et autres investissements du genre se repercutent en général très fortement

sur le PIB». En 1994, la construction non domiciliaire a été très faible, à l'exception de la construction de routes. Il faut ajouter à cela la baisse des constructions navales et la réduction des effectifs du secteur public. Un autre facteur important est le faible niveau de la demande des consommateurs, qui, selon le CEPA, représente «environ la moitié de la croissance économique mesurée d'après le PIB». La demande des consommateurs a connu une croissance de 1,4 % dans la province, soit moins de la moitié de la croissance de la demande dans le PIB du Canada, croissance qui est de 3,1 %.



Le programme «Acheteur d'une première maison» de la Société canadienne d'hypothèques et de logement en est à sa troisième année d'application, et le nombre de nouveaux candidats est en chute libre. Si l'on ajoute à cela le niveau

élevé des taux d'inoccupation que présentent les immeubles de logements multiples des grandes villes de la province, la SCHL a dû revoir à la baisse le nombre estimatif des mises en chantier de 1995, qui est passé de 3 200 à 2 900 logements. À mesure que les enfants issus de la génération d'après-guerre quittent le domicile parental, on peut observer une préférence pour les logements plus petits, moins coûteux, plus faciles à entretenir, et cette tendance devrait se confirmer dans les années à venir.

DRH Canada rapporte que, en termes réels, l'emploi était en avril 1995 en hausse de 14 000 emplois (13 000 emplois à plein temps), par rapport à avril 1994, soit une augmentation de 5 %. Le taux de chômage dessaisonnalisé était de 11,8 % en avril 1995, contre 13,3 % en avril 1994. Il y a

donc eu une baisse du chômage, malgré une légère hausse de la population active.

Statistique Canada rapportait en février 1995 que le nombre de prestataires de l'assurance-chômage (42 000) dans la province a connu une baisse de 14,1 % par rapport à l'année antérieure. De février à mars, l'indice dessaisonnalisé d'offre d'emplois pour les provinces de l'Atlantique a progressé de 3 %, mais, en avril, il a baissé de 3 %, ce qui concorde avec l'ensemble des régions du pays, qui ont toutes connu une baisse de leur indice d'offre d'emplois.

Les expéditions de produits manufacturés étaient en hausse de 20,3 % durant la période janvier-mars 1995 par rapport à la période correspondante de 1994, tandis que les exportations au cours des deux premiers mois de 1995 ont connu une hausse de 37 % par rapport à la même période de 1994. C'est surtout au secteur des produits forestiers, en particulier à la production de pâtes et papiers, qu'il faut attribuer cette hausse considérable en moyenne annuelle.

Les faillites d'entreprises durant la période de janvier à mars 1995 n'ont augmenté que de 2 % par rapport à la même période de 1994. Quant aux nouvelles constitutions de sociétés aux termes de la Loi provinciale sur les sociétés par actions, elles affichaient également une augmentation de 2 % en moyenne annuelle à la fin de mars.

CLIMAT ÉCONOMIQUE

Le niveau élevé des taux d'intérêt et les préoccupations suscitées par la sécurité d'emploi ralentissent encore la demande des consommateurs, comme en témoigne entre autres la baisse constante des ventes au détail. Le secteur du commerce de détail a connu, durant le premier trimestre, un recul de près de 3 % par rapport à l'an dernier. Les ventes de véhicules automobiles neufs sont en baisse d'environ 12 % pour le premier trimestre de 1995 par rapport à la même période de 1994.

Les analystes de la SCHL croient que la rigueur des budgets fédéral et provincial explique la baisse de confiance des consommateurs dans le secteur du logement. Le manque de confiance apparaît non seulement dans la diminution du nombre de nouvelles mises en chantier, mais aussi dans l'augmentation marquée des travaux de rénovation.

Les mises en chantier de logements ont connu une baisse d'environ 51 % durant le premier trimestre de 1995 par rapport à la période correspondante de 1994, mais la construction non domiciliaire a connu une progression de près de 60 % durant les trois premiers mois de 1995 par rapport à la même période de 1994, ce qui témoigne d'une confiance relativement élevée des entreprises. Eu égard aux prix courants, l'industrie forestière et l'industrie minière font état d'importantes dépenses d'équipement pour 1995. Dans le seul secteur forestier, on prévoit 1,4 milliard de dollars d'investissement.

PRINCIPAUX SECTEURS

Fabrication

Le secteur de la fabrication affiche d'excellents résultats, et les secteurs de la transformation des ressources sont en tête. Selon Gerald Cluney, de l'ACM, «le secteur de la fabrication représente 52 % du PIB de la province». Les coûts de production, en particulier les coûts salariaux, ainsi que les impôts demeurent élevés et sont une préoccupation constante en ce qui concerne la compétitivité et la rentabilité des entreprises. De dire M. Cluney, «de façon générale, les augmentations de salaires ne sont pas excessives, mais les avantages sociaux constituent aujourd'hui un lourd fardeau pour les fabricants».

Services

Le tourisme de l'hiver dernier a été l'un des plus actifs jusqu'à maintenant, et cela surtout grâce à l'autoneige, un produit prometteur. Au surplus, les précipitations de neige, supérieures à la moyenne, dans la partie nord de la province, ont permis des conditions idéales pour le ski alpin et le ski de fond. Pour l'été, les perspectives sont excellentes, et l'on prévoit une répétition des résultats sans précédent de l'an dernier, voire mieux. Les recettes de 676 millions de dollars de 1994 représentaient une hausse de 9 % par rapport à 1993.

Durant le premier trimestre de 1995, la province a reçu près de 65 000 demandes de renseignements sur sa ligne 1-800, soit une augmentation d'environ 47 % par rapport à la même période de l'an dernier. Pour l'ensemble de la région Atlantique, le Partenariat de l'industrie touristique du Canada Atlantique a déjà reçu 68 000 demandes de renseignements, tandis que 40 000 seulement

avaient été reçues durant toute la dernière saison. Outre la faiblesse du dollar canadien, on explique le fort optimisme des dirigeants de l'industrie touristique par les campagnes ciblées et dynamiques dans lesquelles s'est engagé le secteur privé.

Un cabinet d'experts-conseils termine actuellement un sondage du secteur de l'**éducation et de la formation commerciales** dans la région de l'Atlantique. Les analyses produites par le sondage formeront la base de stratégies provinciales et régionales pour ce secteur en pleine croissance. Une enquête très réussie effectuée auprès des **ingénieurs-conseils** du Nouveau-Brunswick a été élargie aux autres provinces de l'Atlantique dans le dessein de définir les besoins du secteur et de permettre le développement de stratégies sectorielles à moyen terme. Les entreprises d'ingénieurs-conseils sont de plus en plus en quête de débouchés sur les marchés internationaux. En effet, les possibilités offertes sur le marché intérieur, très concurrentiel, ont diminué considérablement ces dernières années.

Industries primaires

La **pêche des crustacés**, qui s'intéresse surtout au homard et au crabe, est en cours dans les régions nordiques de la province. On signale cette année, pour les deux espèces, de bons débarquements et des prix excellents. Les prix élevés reçus par les pêcheurs signifient que les transformateurs, et finalement les consommateurs, devront payer plus cher. Il est prématuré de dire si le niveau élevé des prix peut être maintenu ou si le marché se heurtera éventuellement à la résistance des consommateurs comme ce fut le cas en 1989, lorsque le niveau élevé des prix se solda par des stocks importants dans les usines locales de transformation.

Le segment des **pâtes et papiers** de l'industrie forestière a vu les prix monter en flèche en 1995 pour la quasi-totalité de ses produits. Les investissements de 1,4 milliard de dollars prévus pour 1995 dans cette province sont la preuve que d'importantes sociétés forestières, telles MacMillan Bloedel, Noranda, Avenor, Repap et Irving, ont pris l'engagement à long terme de moderniser et de remettre en état leurs usines actuelles et d'en construire de nouvelles. Ces investissements entraîneront inévitablement des gains de productivité dans l'industrie des produits forestiers, ainsi qu'une diminution des emplois, mais probablement une meilleure sécurité d'emploi.

Il faut dire en effet que le nombre d'emplois directs dans l'industrie est passé de 16 000 à environ 13 000 au cours des dix dernières années. Les travaux de sylviculture, considérés comme une réorientation majeure de la société Irving durant les années 1950 et 1960, ont permis à la province de préserver son patrimoine forestier, cette réserve essentielle pour le maintien de la viabilité des sociétés forestières.

Plus de 20 représentants d'entreprises de produits forestiers de la région de l'Atlantique (dont 17 du Nouveau-Brunswick) visitent actuellement les salons Interzum et Ligna, en Allemagne, à la recherche de produits nouveaux et de méthodes nouvelles pour accroître leur compétitivité.

Le secteur **minier** a connu un revirement, grâce à la progression des cours mondiaux. La société Brunswick Mining & Smelting a enregistré des bénéfices pour le premier trimestre de 1995, et elle est optimiste en ce qui concerne l'année 1995. La production de tourbe en 1994 a augmenté de 5 ou 6 % par rapport à l'année antérieure, et l'on prévoit une autre excellente année en 1995. Les deux mines de potasse de la province sont aujourd'hui exploitées à pleine capacité, à la faveur d'une demande mondiale en progression. Le ministère provincial des Ressources naturelles et de l'Énergie a entrepris un levé aérien, à haute résolution, de la partie nord de la province, pour voir si elle renferme d'autres gisements de minerais.

Haute technologie

Un groupe de dirigeants d'entreprises de **géomatique** vient de revenir d'Amérique du Sud avec d'excellentes possibilités de partenariats et des appels d'offres immédiats.

L'**Alliance pour les technologies de l'information** du Nouveau-Brunswick a reçu un soutien de démarrage de 500 000 \$ aux termes d'un accord fédéral-provincial comportant un partage des coûts, et un nouveau directeur général a été nommé.

Parmi les priorités du gouvernement provincial, citons les mesures propres à encourager l'adoption des normes de qualité ISO au sein du secteur des **produits électriques et électroniques** de la province. Le gouvernement provincial a été l'un des premiers au Canada à promouvoir un programme d'assurance de la qualité, mais de

nombreuses entreprises qui ont adopté ce concept sont passées au stade de la documentation. Pour l'heure, les activités se rapportant à la gestion de la qualité marquent le pas. La province a reconnu qu'il faudra un effort soutenu pour venir à bout de la résistance des entreprises si l'on veut donner suite au nouvel impératif d'une certification ISO, aujourd'hui exigée par les acheteurs tant nationaux qu'étrangers.

OBSERVATIONS

Pat Valardo, président de l'Association du tourisme du Nouveau-Brunswick, parlant des perspectives de la saison touristique de 1995, s'est exprimé ainsi : «les perspectives sont extrêmement encourageantes, encore meilleures que l'an dernier. Le taux de fréquentation de nos motels et de nos hôtels est déjà à la hausse. Les premiers indices apparaissent en mai, et non plus en juin».

«Il est presque certain que le Nouveau-Brunswick ne regrettera pas d'avoir mis en place les infrastructures nécessaires pour faire en sorte que l'autoroute électronique et le secteur des technologies de l'information occupent l'avant-scène de l'économie», de dire Guy Rossignol, le nouveau directeur général de l'Alliance des technologies de l'information du Nouveau-Brunswick.

Le Nouveau-Brunswick est le premier à appliquer un système numérisé d'information géographique, le plus détaillé du genre au Canada, qui doit permettre au gouvernement et aux entreprises forestières d'établir l'inventaire exact des terres et de prédire avec exactitude les réserves de bois. Il s'agit d'un système d'exploitation, qui sera conforme à l'intérêt à long terme de toutes les parties :

«Le Nouveau-Brunswick est un chef de file mondial en ce qui concerne l'utilisation de cet instrument dans la gestion forestière... c'est le meilleur système de contrôle de l'inventaire au pays, sinon le seul. Aucun même ne s'en approche», d'affirmer M. Gordon Baskerville, ancien fonctionnaire provincial et aujourd'hui professeur à l'Université du Nouveau-Brunswick.

Dans une étude récente, M. Samuel LeBreton, économiste à DRH Canada, examine la raison pour laquelle les nouvelles entreprises s'établissent dans certaines régions du Nouveau-Brunswick et pas dans d'autres. Pour ce faire, il établit le profil des diverses régions de la province en prenant pour critère le niveau moyen de scolarité. Voici les propos qu'il tient dans la conclusion de l'étude :

«Il est manifeste que le seul facteur du niveau de scolarité ne peut expliquer la décision d'un employeur de s'implanter dans telle ou telle région, mais l'on ne peut pas non plus faire semblant de ne pas voir et ignorer le fait que ce facteur est aujourd'hui de plus en plus un facteur décisif lorsqu'on embauche des employés et qu'on choisit un emplacement.»

Microsoft, le chef de file mondial pour les logiciels (des ventes de 1,6 milliard de dollars durant le présent exercice), vient d'annoncer que la province a été choisie comme son premier lieu d'essai au Canada pour la formation à distance d'employés, sur son nouveau réseau interactif multimédias. Le Nouveau-Brunswick sera donc «à l'avant-scène de ce qui se fait dans le monde», selon Ian Grant, directeur général du Groupe Yankee au Canada, un cabinet international d'experts-conseils qui surveille les tendances de l'industrie des ordinateurs et des télécommunications.

Dans son bulletin de mars 1995 sur la performance récente de la région Atlantique du Canada en matière d'exportation, le CEPA a préparé un organigramme intitulé Benchmarks of Exporting, All Provinces, qui attribue au Nouveau-Brunswick le *troisième* rang au pays pour ce qui est des exportations par dollar de PIB (près de 24 cents pour chaque dollar de PIB résultent des exportations) et le *cinquième* rang pour ce qui est des exportations (en dollars) par travailleur. (Le rapport ne traite que du commerce des marchandises).

«L'auteur et orateur bien connu Laurier Lapierre était à Moncton récemment à titre de conférencier invité lors de l'assemblée annuelle de la Chambre de commerce. Selon lui, les Canadiens vont devoir

renoncer à leurs rêves et à leurs succès parce que leurs obsessions aujourd'hui, c'est de thésauriser, d'ériger des barrières entre les régions et les provinces, de se lamenter sur les déficits, sur la dette, enfin de se complaire dans le négativisme...le gouvernement fédéral, répondant à des contraintes, transfère de plus en plus de pouvoirs et de responsabilités aux provinces, et cela ne fera qu'isoler davantage les régions du pays...nous allons à contre-courant des rêves et objectifs de nos ancêtres, qui croyaient dans une nation forte, soudée et harmonieuse».



MANITOBA RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS

MAI 1995
NUMÉRO DU PRINTEMPS

VUE D'ENSEMBLE

En 1994, l'économie du Manitoba a connu sa plus forte croissance depuis 1984. Selon le Bureau des statistiques du Manitoba (BSM), le produit intérieur brut (PIB) du Manitoba aux prix du marché a augmenté de 5,3 %, pour atteindre 25,8 milliards de dollars. En termes réels, le PIB de la province a augmenté de 2,6 % en 1994. Ce taux de croissance demeure inférieur au taux de croissance de l'ensemble du pays, mais c'est néanmoins une bonne nouvelle pour une province dont le PIB réel n'a pour ainsi dire pas progressé depuis le milieu des années 1980.

Selon les premières indications, l'expansion s'est poursuivie durant le premier trimestre (1995), si l'on en juge par les excellents résultats du secteur de la fabrication, du secteur du bâtiment et du secteur minier. Une bonne partie de la croissance trouve encore sa source dans les exportations, mais les entreprises affirment que la part des commandes intérieures s'accroît.

Contrairement à 1993, année durant laquelle la croissance fut presque entièrement attribuable aux exportations, la croissance de 1994 semble avoir une base plus large. Les dépenses de consommation et les dépenses des entreprises ont augmenté durant l'année (4,6 % et 7,5 % respectivement), ce qui a stimulé la croissance de l'économie.

Les conjoncturistes du secteur privé s'attendent pour 1995 à une croissance réelle de 3 %. Cependant, les gains pourraient être plus modestes,

en raison de plusieurs facteurs : achèvement de travaux d'infrastructure, modifications prévues de l'agriculture de la province, baisse des cours des produits de base et réduction des services de l'administration publique en raison des compressions budgétaires. Jusqu'à maintenant, les entreprises n'ont pas signalé une baisse de leurs commandes provenant des États-Unis, mais il faut compter avec le possible ralentissement de la demande pour les produits du Manitoba, par suite du marasme de l'économie américaine.

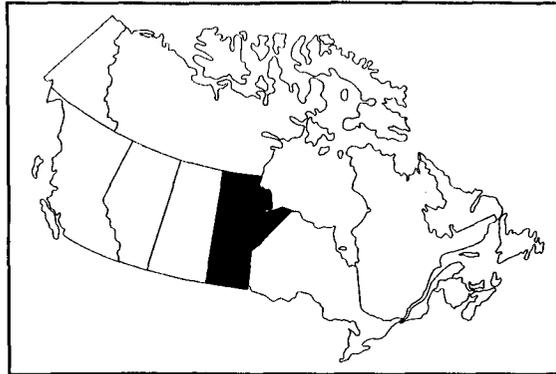
Le 25 avril, les Manitobains ont réélu pour une troisième fois de suite le gouvernement conservateur de Gary Filmon.

La campagne de M. Filmon a porté sur le gel de l'impôt des sociétés

et de l'impôt des particuliers et sur la modération des dépenses publiques, grâce à une réduction du déficit et à l'adoption d'une loi forçant un budget équilibré. Les Conservateurs ont aussi obtenu un certain soutien de la part des médias et du public en étant le seul parti disposé à engager des fonds publics pour conserver les Jets de Winnipeg dans la LNH.

INDICATEURS

Pour l'exercice 1994-1995, le Manitoba fait état de 45 111 sociétés immatriculées et actives, une hausse de 2,1 % par rapport à l'année antérieure. C'est la plus forte augmentation de sociétés actives depuis les années 1980. Durant les quatre premiers mois de 1995, la province a procédé à 1 081 nouvelles constitutions de sociétés et a



immatriculé 2 935 nouvelles dénominations commerciales.

Les statistiques du Manitoba sur l'insolvabilité durant le premier trimestre indiquent 60 faillites d'entreprises et 812 faillites de particuliers. Ces chiffres représentent des augmentations de 39,5 % et de 40,9 % respectivement par rapport aux chiffres des faillites d'entreprises et de particuliers pour le quatrième trimestre de 1994, mais ils concordent avec la tendance d'il y a un an. Globalement, en moyenne annuelle, le nombre de faillites dans la province connaît une baisse. Par rapport à son sommet de 1992, soit 131 160 faillites, le nombre de faillites en 1994 a baissé de 35,3 %.

En moyenne annuelle, les statistiques du premier trimestre révèlent que la population active du Manitoba a augmenté de 2,4 %, pour atteindre le chiffre de 521 000 personnes. La moyenne nationale de l'augmentation de la population active est de 2,3 %. Durant la même période, le taux provincial d'activité a baissé légèrement, de 0,9 point de pourcentage, pour se situer à 66,3 %. Ce taux d'activité, le deuxième plus élevé au Canada, est même supérieur au taux national de 65,1 %. Le taux de chômage a lui aussi connu une baisse très nette de 25,5 %, pour se situer à 7,3 %. À 7,4 % en avril 1995, le Manitoba connaît le deuxième taux de chômage le plus bas au Canada, et son taux de chômage est bien inférieur au taux national, qui est de 9,4 %.

Les exportations manitobaines vers l'étranger ont augmenté de 28,7 % en 1994. Plus particulièrement, les exportations vers les États-Unis -- qui représentent 73,8 % de toutes les exportations de la province -- ont augmenté de 32 %. Pour ce qui est des expéditions de produits manufacturés, la croissance est surtout attribuable à l'industrie de l'outillage, dont les exportations ont augmenté de 63 %.

La croissance de l'investissement dans la province a été de 3,4 % en 1994. Une bonne partie de cette croissance s'explique par le programme d'infrastructures, qui a été le catalyseur de l'investissement du secteur privé et du secteur public. L'investissement dans le bâtiment a augmenté de 9,6 %, tandis que l'investissement dans le matériel et l'outillage a baissé de 4 %. C'est à l'investissement privé qu'est attribuable toute la croissance de l'investissement, puisque l'investissement privé a augmenté de 7,8 % par

rapport à 1993, tandis que l'investissement public a baissé de 4,9 %. L'enquête de février 1995 sur les intentions d'investissement des secteurs public et privé (Statistique Canada) laisse présager une croissance de 12 % des investissements en 1995.

Les ventes au détail ont augmenté de 4,6 % en 1994. Bien que ce chiffre soit inférieur à la moyenne nationale de 7 %, c'est la meilleure performance de la province à ce chapitre depuis 1985. Selon les statistiques du premier trimestre de 1995, les ventes poursuivent leur progression au même rythme (4,1 %).

Le Manitoba a fait quelque peu figure d'anomalie au cours des trois dernières années en ce qui concerne les mises en chantier et les ventes de logements. En 1994, par exemple, les mises en chantier au Manitoba ont augmenté de 32 %, tandis qu'elles diminuaient de 0,9 % à l'échelle nationale. De la même façon, les ventes de logements existants par le Service interagences (SIA) ont augmenté de 2 %, contre une baisse de 0,9 % à l'échelle nationale. Toutefois, les données préliminaires du premier trimestre révèlent que l'industrie du logement au Manitoba est en perte de vitesse, et cela à cause des préoccupations suscitées par les taux d'intérêt. La Société canadienne d'hypothèques et de logement prédit une baisse de 12 % des mises en chantier au Manitoba pour 1995.

CLIMAT ÉCONOMIQUE

L'incertitude suscitée par les taux d'intérêt et d'inflation durant le premier trimestre de 1995 a refroidi les espérances entretenues par les consommateurs tout au long de 1994. Selon un sondage récent effectué par Prairie Research Associates, la confiance des consommateurs a baissé pour la première fois depuis la fin de 1993. Les principales inquiétudes des consommateurs sont la baisse des revenus disponibles, le ralentissement de la création d'emplois, ainsi que les dépenses publiques et les déficits publics.

Les préoccupations liées à l'emploi influent autrefois sur l'indice des prix à la consommation, mais plus de 42 % des ménages s'inquiètent aujourd'hui de la baisse des revenus personnels (qui équivaut à une augmentation du coût de la vie). Les données préliminaires révèlent que le revenu disponible des ménages au Manitoba a augmenté de 2,2 % en 1994, comparativement à 2,3 % pour le Canada, mais le Manitoba affiche l'une des plus

fortes augmentations au Canada pour l'indice des prix à la consommation (IPC). L'IPC a connu une hausse de 2,5 % en mars et de 2,7 % en avril.

En revanche, les entreprises restent optimistes. Lors d'un récent sondage effectué auprès des entreprises du Manitoba par la Fédération canadienne des entreprises indépendantes, plus de 56 % ont affirmé que la situation économique allait s'améliorer, tandis que 5 % seulement ont affirmé qu'elle allait s'aggraver.

Un récent sondage effectué par Manpower Temporary Services a porté sur les intentions d'embauchage des entreprises de Winnipeg durant le deuxième trimestre (avril-juin 1995). D'après le sondage, 32 % des entreprises interrogées songent à recruter de nouveaux employés tandis que 15 % songent à réduire leurs effectifs. Trois mois auparavant, le sondage révélait que 17 % seulement des entreprises songeaient à embaucher, tandis que 26 % songeaient à licencier.

PRINCIPAUX SECTEURS

Fabrication

Le secteur de la fabrication continue de profiter de la robustesse de l'économie aux États-Unis et au Canada. Pour le reste de 1995, le Conference Board du Canada prévoit une forte performance et une croissance de 6,2 %. L'investissement industriel devrait connaître une progression de 48 % en 1995, après avoir augmenté de 44 % en 1993 et baissé de 14 % en 1994. On s'attend à une augmentation des expéditions intérieures, mais la croissance de 1995 sera de nouveau dominée par les exportations.

En 1994, les exportations vers l'étranger ont augmenté de 28,7 %. De 1993 à 1994, les industries qui ont affiché les plus fortes progressions sont les suivantes : industrie du matériel et de l'outillage (augmentation de 63 %), industrie des plastiques (25 %), industrie des boissons (21 %), industrie du papier et des produits alliés (19 %), industrie des produits du bois (16 %) et industrie des métaux primaires (14 %).

Quant aux destinations des exportations, la valeur des expéditions vers les divers pays en 1994 a connu les hausses suivantes : États-Unis (32 %), Chine (62,7 %), Allemagne (84 %), Mexique (35,7 %), France (67 %) et Japon (13,8 %).

L'industrie manitobaine de l'aérospatiale souffre encore du ralentissement mondial de la demande pour les produits de cette industrie. La réduction des budgets de défense et le ralentissement économique mondial ont entraîné la perte d'environ 1 000 emplois dans cette industrie. Sur les 26 entreprises qui forment l'industrie manitobaine de l'aérospatiale, les plus touchées ont été les entreprises de grande taille, telles Bristol Aerospace, Paramax Systems Ltd. et Boeing Canada Technology Inc. En revanche, la récession a forcé la plupart des entreprises de taille modeste à se diversifier en abandonnant progressivement leur production militaire au profit d'une production civile.

Agriculture

En 1994, l'agriculture a été le moteur de la croissance économique de la province. Plus particulièrement, une récolte de canola sans précédent, conjuguée à une forte augmentation des cours mondiaux, expliquent les excellents résultats du secteur agricole en 1994. Globalement, les recettes agricoles ont connu une progression de 11 %, pour atteindre un niveau sans précédent. Les céréales et les oléagineux représentent 25,7 % des exportations du Manitoba, lesquelles se chiffrent à 4,7 milliards de dollars.

Il semble improbable que l'année 1995 sera le miroir de l'année 1994 : le printemps a été tardif, ce qui a nui considérablement aux semences et probablement aux rendements, et le relèvement des stocks mondiaux aura pour effet de réduire les prix du marché. Le point le plus important, ce sont les conséquences de la disparition des subventions du Nid-de-Corbeau pour le transport des grains. L'augmentation des coûts d'expédition des grains vers les ports encouragera les producteurs à revoir leurs stratégies agricoles. De nombreux producteurs voient la perte des subventions comme l'occasion pour eux de s'engager dans d'autres activités, par exemple la production de bétail. Les conséquences de la disparition des subventions au transport des grains dépendront aussi de la manière dont Ottawa répartira, parmi les agriculteurs des Prairies, le fonds de compensation de 1,9 milliard de dollars.

Le nord du Manitoba semble en état de bénéficier de l'amélioration du secteur des minéraux, de celui des produits du papier et de celui du tourisme. La hausse des cours mondiaux des métaux, combinée à la découverte de nouveaux gisements, a entraîné une reprise du secteur minier à la fin de 1994. Au

surplus, les activités d'exploration ont augmenté de 33 % par rapport à l'année antérieure, et cela à la faveur d'une hausse de 72 % des prix du nickel et de 66 % des prix du cuivre.

Le secteur des pâtes et papiers a bénéficié d'une réduction des surcapacités de production de papier journal au Canada, d'une augmentation de 2,5 % de la demande nord-américaine et d'une augmentation de la demande étrangère, ce qui a entraîné une hausse des prix du papier journal, qui sont passés de 400 \$US la tonne à 600 \$US. L'industrie croit que l'année 1995 connaîtra la même performance que l'année 1994. Les exportations de produits du papier en 1994 ont augmenté de près de 20 %.

OBSERVATIONS

La mise en application, au Manitoba, du mot qui commence par P

Al Kennedy, l'un des conseillers principaux du gouvernement du premier ministre Ralph Klein, était à Winnipeg pour donner aux cadres supérieurs du gouvernement manitobain un cours intensif sur la privatisation. Toutefois, au lieu d'utiliser le mot commençant par P, M. Kennedy a préféré évoquer les «alliances et partenariats stratégiques entre le secteur public et le secteur privé».

Une intégration des politiques et institutions des Prairies?

Un récent sondage effectué par la Fédération canadienne des entreprises indépendantes a permis de découvrir qu'une «importante majorité» d'entreprises sont en faveur d'une intégration des institutions et politiques des Prairies, et cela en vue de réduire les dépenses publiques et l'emprise de l'administration. Les entreprises souhaitent la création d'un système unique de soins de santé, un programme d'études commun, une seule commission des accidents du travail, enfin une législation uniforme sur le travail ainsi que des normes environnementales uniformes communes aux trois provinces des Prairies.



ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS

MAI 1995
NUMÉRO DU PRINTEMPS

VUE D'ENSEMBLE

En 1994, l'île a connu l'un de ses meilleurs taux de croissance économique (5 %) des dernières années; toutes les grandes composantes de l'économie ont affiché d'excellents résultats. Toutefois, exception faite de la croissance attribuable à la construction de la liaison fixe avec le continent et à la construction d'autres infrastructures, la croissance enregistrée vient surtout des exportations (les exportations de l'île sont passées de 207,7 millions de dollars en 1993 à 260,2 millions de dollars en 1994). Malgré ce progrès apparent, la production intérieure et le marché intérieur demeurent stagnants, et l'on n'entrevoit aucune perspective de changement ou d'amélioration.

INDICATEURS

La consommation d'électricité continue de croître à un taux annuel de 3 ou 4 %, ce qui rend compte d'une poursuite de la croissance dans le secteur de l'alimentation et d'une légère reprise du marché de l'habitation; la liaison fixe (un «soubresaut» temporaire durant la période de construction) explique également l'augmentation de la consommation d'électricité. On s'attend à une croissance légèrement moindre pour l'année à venir.

Island Telephone Limited a récemment observé une augmentation d'environ 2 % des appels locaux (stagnation) et des appels interurbains (croissance); l'économie semble traverser une période de marasme, et l'on ne s'attend pas à une modification immédiate des schémas existants.

Selon le journal The Guardian, les ventes publicitaires locales jusqu'en mai 1995 ont été exceptionnelles; le nombre des annonces publicitaires est d'environ 10 % supérieur à celui de la période correspondante de 1994 et atteint des niveaux jamais vus depuis les années 1980. La croissance est particulièrement visible dans la publicité pour véhicules automobiles et la publicité hors de la province (ailleurs au Canada). L'économie semble se raffermir.



Les données sur la population active laissent voir une diminution du taux de chômage, malgré une augmentation de la population active durant les premiers mois de 1995. Au 31 mars 1995, le taux de chômage (corrige des variations saisonnières) était de 15,7 %, contre 17,2 % à la même date en 1994; le taux de la population active est passé

de 64,8 % au 28 février 1995 à 65,2 % au 31 mars.

Les statistiques de la SCHL ne sont pas encore sorties pour l'ensemble de l'Î.-P.-É. Cependant, l'organisme prédit que les mises en chantier de logements en 1995 à Charlottetown reviendront à leurs niveaux de 1993. Le marché des maisons existantes connaîtra une baisse marquée durant les premiers mois de l'année; les prix moyens sont tombés au-dessous de ceux de 1994; on croit que le taux officiel d'inoccupation des appartements, qui est de 6,7 %, est une sous-estimation de la réalité. Les mises en chantier dans les villes de la province au 30 avril étaient inférieures à la moitié du niveau correspondant de 1994.

L'augmentation des prix à la consommation s'est stabilisé à environ 1,8 %, mais ce chiffre masque une large gamme de variations; les coûts du logement, de l'énergie, du transport, de l'éducation et de l'alimentation ont augmenté, tandis que les soins de santé, l'habillement, le tabac et les boissons alcoolisées ont vu leurs prix baisser. Les ventes au détail et les ventes de véhicules automobiles en 1994 ont augmenté respectivement d'environ 2,9 % et 7,1 %; cependant, durant les deux premiers mois de 1995, les ventes au détail n'ont augmenté que très légèrement (1,5 %), et l'on croit observer un tassement dans les ventes de voitures neuves.

Le Conference Board du Canada prédit une croissance du PIB réel de 2,9 % et de 1,8 % pour 1995 et 1996. Les attentes sont donc moins élevées que celles d'il y a trois mois.

CLIMAT ÉCONOMIQUE

Un optimisme mêlé de prudence caractérise le climat économique de la province. Plusieurs travaux de construction d'édifices publics ou commerciaux sont en cours. L'industrie de la pêche, l'agriculture et le tourisme montrent des signaux tantôt positifs, tantôt négatifs. Les prix au débarquement sont à des niveaux sans précédent, mais il est trop tôt pour évaluer les répercussions qu'ils auront lorsqu'ils seront transférés aux consommateurs ou pour prédire les débarquements, qui ont été élevés sur le littoral nord, mais faibles sur les littoraux est et sud. Le coût de plantation de la nouvelle récolte de pommes de terre a augmenté considérablement depuis l'an dernier, mais la demande de l'industrie de transformation devrait connaître une hausse. Finalement, les réservations de l'industrie du tourisme semblent très prometteuses. En revanche, les fonctionnaires provinciaux craignent de faire les frais des futures compressions budgétaires du gouvernement, tandis que le public s'attend à des coupures dans les prestations d'aide sociale, les prestations d'assurance-chômage et l'aide aux soins hospitaliers ou médicaux.

PRINCIPAUX SECTEURS

Fabrication : Les expéditions de produits manufacturés continuent d'augmenter, en même temps que les nouveaux investissements en capital, destinés à soutenir la croissance des ventes, y compris celles des exportations, qui au

31 mars 1995 accusaient une hausse d'environ 20 % (passant de 48,8 millions de dollars à 58,8 millions de dollars). Cette augmentation des expéditions touche de nombreux secteurs (fabrications métallurgiques, alimentation, équipements de transport), mais d'autres secteurs ont vu leurs ventes se réduire (produits du poisson, produits du bois). Les fabricants sont en général optimistes. Étant donné la valeur comparativement faible du dollar canadien, la croissance des exportations devrait se confirmer.

Industries primaires : La pêche a repris après l'interruption hivernale. En 1994, la baisse des débarquements de homard a été compensée par des prix élevés au débarquement et par des marchés réceptifs. La baisse de production du poisson de fond a entraîné une légère diminution de la contribution globale du secteur au PIB. Jusqu'à maintenant en 1995, il n'y a pas de statistiques; cependant, la ressource constituée par le hareng est intéressante, mais elle n'est pas totalement exploitée parce que les marchés sont faibles. Les pêcheurs de l'île ont vu leur contingent de crabes augmenter de 600 tonnes métriques, et les prix au débarquement sont forts, ainsi que les marchés. On n'a pas encore fait de prévisions pour les débarquements de homard, mais les prix élevés au débarquement ont déjà suscité une certaine résistance en Europe, tandis que les clients japonais ont passé leurs commandes sans enthousiasme. Les marchés européens semblent maintenant se raffermir. Les éleveurs de moules n'ont pas été en mesure d'augmenter les prix du marché, mais ils ont pu accroître leurs ventes au point où la production aquicole parvient à peine à satisfaire les commandes. Il est exclu que la pêche du poisson de fond se rétablisse à court terme. La situation à long terme de l'industrie de l'Î.-P.-É. demeure incertaine, et cela pour deux raisons : la forte concurrence des prix offerts au débarquement par les acheteurs de l'extérieur de la province, et le niveau insatisfaisant de la production à valeur ajoutée.

Dans l'agriculture, la pomme de terre domine à la fois le paysage de l'île et le secteur. On croit que 97 000 acres seront plantés cette année. La croissance de la capacité de transformation devrait absorber les récoltes supplémentaires; selon les estimations, 30 000 acres supplémentaires de cultures seront nécessaires pour combler les besoins de Cavendish Farms et de McCains. De nouveaux marchés au Moyen-Orient sont explorés, et

d'éventuels transferts de technologie en Europe de l'Est devraient améliorer les perspectives à long terme. En revanche, les coûts (engrais, inspection, transports, etc.) ont augmenté le risque de l'investissement, au point où les récoltes devront atteindre des prix très élevés (de 7 à 8 cents la livre) pour que les exploitations atteignent le seuil de rentabilité. L'industrie du tabac explore certains marchés internationaux et des cultures de remplacement, les fabricants canadiens ayant indiqué que, après 1995, ils n'achèteront pas de tabac brut dans l'Île-du-Prince-Édouard. Les fermes laitières sont préoccupées par les répercussions probables de la disparition des subventions. Un autre facteur négatif, aux yeux du secteur, est l'effet qu'une élimination des programmes d'aide au transport aura sur les coûts d'exploitation.

Services : La saison touristique de 1995 est en train de démarrer sur l'île. Selon toutes les apparences, le nombre de visiteurs sera égal, voire supérieur, au chiffre sans précédent de l'an dernier, qui était de 759 000. M. Dave Bryanton, directeur de la division de la recherche de Entreprise P.E.I., affirme que «la campagne de marketing a débuté à la même date cette année que l'an dernier, et les demandes de renseignements sont jusqu'à maintenant aussi nombreuses qu'en 1994». Il prévoit que le nombre de visiteurs de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick demeurera élevé, mais il est plus prudent en ce qui concerne le marché de la Nouvelle-Angleterre, étant donné les difficultés économiques de cette région.

M. Don Cudmore, directeur général de l'Association de l'industrie du tourisme de l'Île-du-Prince-Édouard, prédit une autre année record, et des augmentations de l'ordre de 10 à 15 %. Il fonde sa prédiction sur des échanges récents qu'il a eus avec des voyageurs membres de l'association, selon lesquels le nombre des réservations pour l'hébergement est plus élevé que l'an dernier. Plus élevées également sont les réservations en saison intermédiaire. Il ne faut pas sous-estimer non plus l'idée générale exprimée selon laquelle les éventuels visiteurs semblent plus disposés que d'habitude à se rendre à l'Î.-P.-É., ce qui, selon M. Cudmore, «augure bien pour le produit que nous avons à offrir».

La fonction publique domine le secteur des services. Les réductions salariales des

fonctionnaires provinciaux ont entraîné un affaiblissement du moral au travail et une baisse des dépenses de consommation. Les fonctionnaires sont inquiets parce qu'ils croient que le gouvernement adoptera, à leurs dépens, d'autres mesures de réduction des coûts. Les suppressions d'emplois qui feront suite à l'examen des programmes fédéraux ne se sont pas encore concrétisées, mais elles aussi influencent les manières de dépenser. La presse a éveillé l'attention du grand public sur les effets négatifs qu'une réduction des dépenses publiques en matière de santé (un sujet particulièrement délicat), d'éducation, d'assurance-chômage et autres programmes financés par le gouvernement fédéral pourrait avoir sur la collectivité.

Dans le domaine du **bâtiment**, plusieurs travaux du Programme d'infrastructures sont en cours. Le projet de liaison fixe demeurera le stimulant de l'économie jusqu'en 1996 et peut-être au-delà. La société Cavendish Farms a entrepris une autre expansion d'envergure. Loblaw's a annoncé son intention de construire une grande surface à Charlottetown (il existe une opposition locale à ce projet). On croit que le projet de parc alimentaire, à Souris, est sur le point de débiter. La Tignish Fisheries Co-op. a commencé des travaux d'expansion de 3 millions de dollars, pour une nouvelle gamme de produits de homard à valeur ajoutée. La société Small Fry Snack Foods construira une nouvelle unité de production au parc Slemon. Il paraît que McCains est en cours d'expansion.

OBSERVATIONS

Dans l'ensemble, les trois derniers mois ont été stables, et les perspectives à court terme demeurent bonnes pour tous les segments importants de l'économie. Le consommateur manifeste un optimisme prudent, mais il continue de surveiller ses dépenses jusqu'à ce qu'il perçoive les signes d'une stabilité économique et d'une stabilité des revenus. Le seul obstacle important à la croissance est un obstacle psychologique et, tant que les gros titres feront état de réorganisations, de compressions d'effectifs, de ralentissement économique, de hausses des taux d'intérêt et de faiblesse du dollar, il est improbable que cette incertitude vienne à se dissiper.



COLOMBIE-BRITANNIQUE RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS

MAI 1995
NUMÉRO DU PRINTEMPS

VUE D'ENSEMBLE

Il apparaît que l'économie de la C.-B. est sur le point d'atteindre le tournant de son cycle, mais l'on prévoit encore pour elle un taux de croissance légèrement supérieur à 3 % pour 1995. Les facteurs principaux sont la hausse des taux d'intérêt, le ralentissement de l'économie américaine et la baisse de 26,3 % des mises en chantier dans la province par rapport au premier trimestre de l'an dernier. Les exportations, en progression depuis maintenant quatre ans, se stabilisent aujourd'hui, mais celles de janvier, dominées par le bois d'oeuvre, la pâte, le cuivre et les produits chimiques, étaient encore supérieures de 33 % à celles de janvier 1994. Les expéditions de produits manufacturés ont semblé se ralentir en février, mais elles étaient encore de 15,4 % supérieures à celles de février 1994. En février, les ventes au détail étaient en hausse de 9,6 % par rapport à l'an dernier.

Au cours de l'an dernier, la croissance de l'emploi a devancé celle de la population active, dans la mesure où, en avril, le chômage était inférieur de près de deux points de pourcentage aux niveaux d'avril 1994. À l'échelle provinciale, le taux de chômage était de 8,7 %, contre 9 % en mars, et le nombre des chercheurs d'emploi avait diminué de 4 000. Globalement, la croissance de l'emploi pour le premier trimestre semble positive, mais l'on observe une croissance nulle ou négative pour trois des quatre derniers mois. Les différences régionales persistent : à Vancouver, le taux moyen de chômage était de 8,8 % entre janvier et mars, mais

il était de 13,2 % dans la région Thompson-Okanagan et de 11,5 % dans la région de Cariboo. Le travail à temps partiel a représenté la moitié des emplois créés dans la province en 1994, contre 4 % pour l'ensemble du Canada. Le taux élevé de chômage au cours des dix dernières années, et la croissance du travail à temps partiel, ont eu pour résultat que le revenu réel par habitant était plus faible en 1994 qu'en 1990, et cela malgré une

performance économique nettement plus forte en 1994. Les ventes au détail accusent une avance sur les revenus et sur l'emploi, mais l'on peut s'attendre à une correction à ce chapitre durant les quatre prochains trimestres.

La C.-B. reçoit aujourd'hui plus d'un cinquième de tous les immigrants au Canada :

48 529 immigrants en 1994, une hausse de 7,8 % par rapport à 1993. L'Asie fournit près des quatre cinquièmes de ce chiffre, et Hong Kong, l'Inde et Taïwan plus de la moitié. Les immigrants des catégories investisseurs, entrepreneurs, travailleurs indépendants et travailleurs qualifiés représentent aujourd'hui 26 % du total pour la C.-B., contre 21 % en 1993 et 15 % en 1984. La C.-B. a reçu 60 % de l'ensemble des immigrants investisseurs arrivés au Canada en 1994. On s'attend à une baisse du solde migratoire, qui devrait atteindre environ 70 % des niveaux de 1994 d'ici à l'an 2000, et la moitié des nouveaux venus seront originaires de l'extérieur du Canada.

À la fin de mai, la province déposait sa législation sur les normes d'emploi, qui fixe les normes d'emploi et de rémunération dans le milieu de



Prière à ceux et celles qui citent le présent rapport de mentionner leur source.

travail. Ses dispositions prévoient le versement de frais d'intérêt aux travailleurs sur les salaires non versés, ainsi que des amendes pour les entreprises qui récidivent. La loi établit aussi une juridiction d'appel impartiale et autorise un usage élargi de la semaine de travail comprimée, mais elle ne prévoit pas un accroissement des avantages sociaux pour les travailleurs à temps partiel. Invoquant les coûts de la réglementation et de la bureaucratie, la Coalition of B.C. Businesses voudrait que le projet de loi soit retiré.

INDICATEURS

Les exportations de la C.-B. sont tombées en deçà de leur niveau de janvier, mais elles étaient quand même en février supérieures de 24 % à celles de février 1994, surtout grâce à l'augmentation marquée des expéditions vers l'Asie et l'Europe. Les expéditions de produits agricoles étaient en hausse de 66,4 %, et celles des produits industriels en hausse de 63,7 %, tandis que les expéditions de produits forestiers, point d'appui de l'économie de la C.-B., étaient en hausse de 27,1 %. Les expéditions de produits manufacturés présentent un schéma analogue : elles ont connu une légère baisse en janvier et février, mais elles étaient quand même en hausse de 15,4 % par rapport à février 1994.

Une augmentation de 83 % sur une période de 10 ans s'est produite dans les exportations de services de la C.-B., exportations qui atteignaient 3,3 milliards de dollars en 1993. Entre 4 000 et 5 000 professionnels de Vancouver -- qu'il s'agisse de juristes, de comptables, d'ingénieurs, de spécialistes de la formation commerciale ou de spécialistes de l'environnement -- font des affaires à l'échelle mondiale. Il y a six ans, Vancouver devenait un centre financier international (CFI), et à ce titre elle bénéficiait d'allègement fiscaux sur les revenus provenant de certaines opérations internationales. Les avantages directs pour les membres du CFI n'ont été que d'environ 4 millions de dollars, pour des activités internationales totalisant plus de 5 milliards de dollars, mais les banquiers affirment que l'appellation CFI a permis de donner une couleur locale à un nombre accru de services complexes.

Les nouvelles constitutions de sociétés ont chuté considérablement en février par rapport aux niveaux élevés de février 1994; la baisse est de 31,4 % pour la période déjà écoulée de 1995. Les faillites d'entreprises durant le premier trimestre étaient en hausse de 28,7 % par rapport aux

niveaux de 1994; les faillites de particuliers ont baissé légèrement (de 1,5 %).

Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale dans la province a augmenté de 4,3 % au cours de la période de 12 mois terminée en février. Un dixième des résidents de la C.-B. ont reçu un soutien au revenu ou des suppléments de revenu en février.

À Vancouver, le taux d'inoccupation des espaces destinés aux magasins de détail a baissé de près de deux points de pourcentage au cours des six derniers mois, pour se fixer à 3,5 %. Les tarifs de location sont stables. Les détaillants de gros articles en boîte, les magasins de vente au rabais et les boutiques ont connu une croissance appréciable l'an dernier, mais les ventes des magasins à rayons ont encore chuté de 2,5 % l'an dernier, après une diminution de 16,2 % en 1993.

Le secteur de l'immobilier accapare directement 140 000 emplois dans le bâtiment en C.-B. (le double du niveau d'il y a dix ans), et au moins 50 000 autres emplois parmi les agents immobiliers, les banquiers, les concepteurs, les avocats et les architectes. Les mises en chantier de logements ont baissé de 7,9 % en 1994, et l'on prévoit qu'elles connaîtront en 1995 une autre baisse se situant entre 12 % et 18 %. La baisse de valeur des permis de construction non domiciliaire a été moins marquée, mais l'on a observé peu de croissance dans la valeur marchande des biens-fonds commerciaux au cours des quatre dernières années.

Il se pourrait que le dossier des revendications territoriales soit mis en suspens jusqu'après les élections; la province semble vouloir adopter, dans les négociations, une démarche moins idéaliste et plus «rationnelle». Les banques seront bientôt en mesure, finalement, de détenir un intérêt sur des biens-fonds autochtones jusqu'au remboursement d'un emprunt, et elles s'affairent aujourd'hui à recruter des membres des Premières nations ou à établir des partenariats avec eux. Par exemple, la Banque Royale s'intéresse aujourd'hui à l'éducation, et elle va s'associer à l'université Simon Fraser et à la bande Musqueam pour établir un programme d'études commerciales. Ce sont là des innovations qui pourraient alléger le climat de l'investissement.

En dépit du grand nombre de personnes sur le point de prendre leur retraite, c'est aujourd'hui au Québec, et non en C.-B., que l'âge médian est le

plus élevé. Il est de 35,3 ans au Québec, et de 35,1 ans en C.-B. Mais il ne suffit pas évidemment d'être jeune. Sur dix étudiants sondés par un journal dans une école secondaire de la C.-B. au début de mai, quatre ne savaient pas que Jean Chrétien est le premier ministre.

CLIMAT ÉCONOMIQUE

Le budget d'avril de la C.-B. a conservé l'impôt des sociétés sur le capital, malgré la promesse du premier ministre de la province d'abandonner cet impôt lorsque le budget serait équilibré. Inquiétante également est l'absence apparente de mesures provinciales propres à composer avec la baisse de 800 millions de dollars des paiements de transfert du gouvernement fédéral d'ici à 1997-1998, et tout aussi inquiétant l'éventuel coût des revendications territoriales autochtones.

La conjoncture économique est saine, et les entreprises réalisent d'excellents bénéfices, malgré une baisse récente dans les secteurs du bois d'oeuvre et du gaz naturel. L'accroissement des bénéfices n'aura pas pour effet de créer davantage d'emplois, étant donné que les entreprises du secteur primaire utilisent en ce moment la quasi-totalité de leurs capacités. L'indice de confiance du Conference Board a connu sa plus forte baisse en C.-B. — et les mises en chantier de logements connaissent une baisse relative analogue. Vu la croissance réelle nulle des revenus et la faible confiance des consommateurs, le commerce de détail connaîtra une baisse. Nous sommes donc devant un mélange de croissance, d'espoir et d'anxiété.

PRINCIPAUX SECTEURS

Ressources naturelles :

Produits forestiers :

Vu le tassement de la demande de bois d'oeuvre, résultat de la baisse des mises en chantier aux États-Unis et au Japon, on observe un regain de prudence dans le secteur. Les changements de fond qui touchent le secteur (p. ex. nouvelles règles régissant les approvisionnements et l'accès aux réserves de bois) ont de fortes répercussions sur les grandes et petites entreprises de produits solides du bois. Les prises de contrôle destinées à garantir l'accès à de plus gros volumes de ressources en bois (grumes et copeaux) engendrent un climat très instable, d'autant que le ministère des Forêts a le dernier mot en ce qui concerne ces prises de

contrôle. De nombreuses entreprises de la C.-B. explorent aujourd'hui ailleurs les possibilités d'expansion (Alberta, Ontario, É.-U., Mexique). Les producteurs côtiers feront face à une baisse de la demande de bois d'oeuvre vert, en raison des nouvelles conditions du marché au Japon et d'une diminution correspondante de l'industrie du logement. La demande de matériaux de qualité séchés au four est encore élevée. Le secteur prévoit aussi un accroissement persistant des contraintes liées aux approvisionnements en fibres. Cette situation décourage l'investissement intérieur tout en stimulant la quête de sources étrangères d'approvisionnements. Globalement, le secteur manufacturier de l'industrie n'investit pas en C.-B., mais ailleurs au Canada, aux États-Unis et au Mexique, régions où le climat de l'investissement est plus favorable. Malgré tout, la contraction des réserves de bois ne sera pas aussi importante qu'on l'avait d'abord prévu pour certaines régions du centre-nord, mais ces régions comptent encore sur les approvisionnements provenant du Yukon, de l'Alberta et même de l'Alaska. De graves pénuries se produiront cependant dans les Kootenays et sur l'île Vancouver. Entre 2 000 et 3 000 emplois seront probablement perdus (sur trois ou quatre ans). Les collectivités touchées feront l'objet de mesures de diversification.

Les prix de la pâte sont élevés. Néanmoins, les spécialistes de l'investissement croient que le rythme de la formation du capital baissera au cours des prochaines années. L'industrie du bois s'est déjà largement modernisée et elle a fortement accru ses capacités. Les pénuries de bois, et «*le tissu inextricable des réglementations*» (en particulier environnementales), décourageront l'investissement dans les grands travaux. Le niveau élevé des coûts unitaires de main-d'oeuvre et le niveau élevé de la structure fiscale en C.-B. constitueront également des freins.

Les ventes de logements connaissent une décroissance aux États-Unis, et du même coup le marché du bois d'oeuvre au nord-est des États-Unis se ralentit, ce qui se répercute sur les expéditions de produits du bois, qui représentent un tiers des expéditions totales de produits manufacturés de la province. Les commandes passées après le tremblement de terre du Japon sont déjà en cours d'exécution. Les prix des copeaux à pâte augmentent à un point où les revenus nets favorisent la production de copeaux plutôt que la production de bois d'oeuvre. En conséquence, les prix du bois d'oeuvre se maintiennent à des

planchers jamais vus, résultat du niveau élevé des stocks et de la faiblesse de la demande.

La réglementation environnementale du gouvernement provincial forcera la fermeture de fours de résidus dans de nombreuses usines avant la fin de 1995. Réagissant aux pressions ambiantes, les entreprises Canfor et Northwood Pulp and Timber, à Prince George, ont annoncé la construction, dans la région, de deux usines ultramodernes pour la fabrication de panneaux de fibres à densité moyenne. La conjoncture actuelle du marché de ce produit laisse entrevoir une offre excédentaire dans deux ans.

Industries extractives :

La valeur de la production minérale en 1994 a été de 2,6 milliards de dollars, une hausse de 16 % par rapport à 1993. Si l'on considère les cours élevés des métaux, en particulier ceux du cuivre et du molybdène, l'année 1995 paraît jusqu'à maintenant intéressante. Plusieurs mines de cuivre ont repris leurs activités, et les capacités de la mine de charbon de Fording, à Greenhills, sont sur le point d'être élargies. Les dépenses d'exploration ont augmenté de 30 %, mais les activités se limitent à des régions où les ressources sont connues. Le budget provincial de 1994 renfermait pour les industries extractives une série de stimulants fiscaux, estimés à 100 millions de dollars sur cinq ans, ainsi qu'un programme d'aide de 13,5 millions de dollars pour les coûts d'exploration. Cependant, le budget de 1995 ne renferme aucune autre concession, ce qui a déçu l'industrie. Les entreprises cherchent à éviter les obstacles fiscaux et juridiques qui ont cours en C.-B. et s'engagent dans des investissements entièrement nouveaux à l'étranger. Des spécialistes de l'exploration minière passent beaucoup de temps au Chili, en Indonésie et en Russie, étant donné qu'il n'y a *«absolument pas de travail en C.-B., ce qui n'est pas inusité»*.

Les obstacles de nature réglementaire se présentent sous plusieurs formes : chevauchements, confusion entre les règlements, voire conflits de compétences. Une grande entreprise cite le cas de quatre différents ministères relevant de deux niveaux de gouvernement, chacun appliquant ses propres textes législatifs; l'un d'eux peut avoir pour responsabilité la gestion du poisson, tandis qu'un autre s'occupera de l'habitat du poisson. En raison des changements apportés aux mandats des ministères, p. ex. celui d'Environnement Canada, et vu le réaménagement des effectifs (et la restructuration interne), il arrive que des projets soient retardés.

Dans le sillage de la baisse des investissements en C.-B., les sources d'approvisionnement des industries primaires se déplacent vers le sud, savoir les États-Unis et l'Amérique du Sud. Sur six grands investissements prévus et connus (secteur forestier), aucun n'est proposé pour la C.-B. Parmi les motifs, on invoque entre autres le climat économique. *«La qualité de formalités à remplir est inacceptable ... même avec l'ALÉNA, il est encore plus facile pour les concurrents américains d'obtenir des produits au Canada que pour nous d'accéder au marché américain»*.

Fabrication :

Les marchés d'exportation continuent de donner de meilleurs résultats que le marché intérieur. Le marché intérieur s'est rétréci énormément, après plus de deux ans de forte croissance. Selon des entreprises actives sur les marchés d'exportation, *«les carnets de commandes ne montrent aucun signe de ralentissement»*. L'optimisme règne, et l'on croit que les marchés d'exportation vont rester florissants pour les quatre prochains trimestres (à condition que le dollar canadien demeure stable), après quoi il y aura une diminution. Les seuls nuages à l'horizon des exportations sont les possibilités d'un affaiblissement de la croissance aux États-Unis et les taux d'intérêt.

Les fabricants déplorent encore amèrement le climat des affaires. De dire un dirigeant d'entreprise : *«Le gouvernement doit reconnaître que toute mesure qui empêche une entreprise de consacrer toute son attention à ses clients est mortelle pour le petit commerce»*. Les entreprises évoquent plusieurs facteurs de dissuasion de l'investissement : fiscalité, incertitude politique, réglementations, coûts immobiliers, syndicalisation, réglementation relative à la rémunération des travailleurs, taxe de vente de 7 % sur les équipements de fabrication, impôt sur le capital et taux d'intérêt élevés. Les entreprises affirment que l'un des résultats à long terme de ces mauvaises conditions d'investissement sera que la croissance du secteur secondaire en C.-B. va prendre du retard sur celle du reste du Canada. Les sociétés Alcan et Wieser Locks ont fermé leurs unités de production en C.-B., et il n'y a pas d'autres fabricants pour prendre la relève. Un autre facteur est l'accroissement rapide des cours de certains produits de base. Par exemple, les prix de l'aluminium ont augmenté de 45 % en six mois, ce qui a pour effet d'accroître les coûts des utilisateurs.

Dans le secteur de la machinerie, les activités sont fortes, en raison de la demande de l'industrie forestière. Mais l'on demeure prudent, parce que les prix du bois d'oeuvre sont en baisse, ainsi que les mises en chantier de logements. Devant les perspectives d'un ralentissement prochain, un rapport a suscité un regain généralisé d'intérêt pour la rationalisation et le contrôle des coûts. Dans l'industrie des plastiques, on signale une augmentation des ventes de 15 % par rapport à la même période de l'an dernier. C'est là un résultat très encourageant, mais les usines fonctionnent encore avec des capacités inutilisées. Les investisseurs concentreront donc leur attention sur la modernisation des usines plutôt que sur l'accroissement de leurs capacités, et la création d'emplois sera modeste. La croissance se maintient surtout sur le marché américain, et les entreprises n'obtiennent pas d'aussi bons résultats en Asie et en Europe.

Haute technologie/communications :

Ce secteur demeure l'un des plus vigoureux de l'économie régionale. Un dirigeant d'entreprise résume ainsi la situation : *«Il n'apparaît pas que la croissance économique dans la province ou dans notre secteur se soit ralentie»* (entreprise de logiciels). L'offre de capital s'améliore constamment, à telle enseigne que les entreprises ne signalent aucune pénurie à ce chapitre pour des *«perspectives prometteuses»*. Les perspectives prometteuses en question sont les entreprises qui sont axées sur le marché plutôt que tributaires de la technologie; les entreprises qui réagissent d'abord et avant tout au marché. Les entreprises affirment encore que les directeurs de marketing sont difficiles à dénicher et à intéresser -- davantage que les programmeurs, en raison de leur sensibilité plus grande à l'environnement fiscal. Les entreprises font également encore état des contrariétés que leur cause l'administration douanière, où il y a eu certaines améliorations mais où *«il y a encore du chemin à faire»*. Le commerce électronique est perçu comme une solution.

Récemment, un important sondage portant sur la télévision par câble et effectué par une entreprise de communications signalait la préférence encore marquée du public pour les chaînes canadiennes et les programmes canadiens de qualité. Pour le secteur des communications en général, les entreprises affirment que les réglementations constituent un facteur d'incertitude pour

l'investissement : *«N'entravez pas les chaînes existantes et la technologie, laissez le champ libre, et les entrepreneurs diront eux-mêmes qui devrait détenir un permis»* (un diffuseur).

Ailleurs dans le secteur de la haute technologie, une entreprise d'instruments médicaux affirme que les mécanismes plus souples de Santé Canada (comparativement à la FDA des É.-U.) ont encouragé les entreprises américaines à explorer des emplacements en C.-B. On a aussi le sentiment général, au sein des milieux universitaires et industriels, que le gouvernement fédéral se retire progressivement du financement de la recherche scientifique. La recherche fondamentale, élément vital de secteurs tels que la biotechnologie, serait donc menacée. L'industrie des soins de santé s'est réjouie des mesures contenues dans le budget de la C.-B., qui renferment une augmentation de 4 % des dépenses de santé et une augmentation de 3 % du financement des hôpitaux.

SERVICES

Tourisme :

Selon l'industrie, *«les perspectives sont très prometteuses»*. À titre d'indicateur, les ventes en gros d'articles cadeaux sont, paraît-il, en hausse de 25 % par rapport à la même période de l'an dernier. Le secteur hôtelier fait état de *«réservations à pleine capacité»* pour l'été, avec effet d'entraînement sur les saisons intermédiaires. La capacité restreinte de ce secteur commence à se répercuter négativement sur l'aptitude de Vancouver à attirer un pourcentage plus élevé des congrès, ce qui est certainement le cas durant les périodes touristiques de pointe.

Powell River a lancé une page d'accueil Internet plus tôt cet année, et elle a obtenu depuis lors 60 000 réponses!!! La page illustre les attractions de la région.

Environnement :

La croissance de ce secteur est stable, mais l'on croit qu'elle va se ralentir, et cela à cause de la baisse des investissements ailleurs et à cause du ralentissement résultant du *«plateau»* atteint dans les nouvelles réglementations de la province. Un accroissement de l'emploi se manifeste dans les *«domaines de diversification»* tels que la comptabilité environnementale et les normes environnementales (p. ex. ISO 14000).

Autres services :

Il est un indicateur positif de la confiance des consommateurs dans le secteur du détail : la croissance de 5 % (par rapport à l'an dernier) des recettes publicitaires. La croissance du secteur du détail demeure forte, comme elle l'a été au cours des quatre dernières années, stimulée par les migrations constantes vers la province, les mouvements de population vers les petites villes, et l'expansion de l'autoroute électronique.

Il semble qu'il existe aujourd'hui un excédent de capitaux spéculatifs dans la province, et cela en raison de l'arrivée de fonds spéculatifs de caractère public. Une société de financement du secteur privé a évoqué la concurrence préjudiciable entre les fonds d'origine publique et les fonds d'origine privée en ce qui concerne les investissements de choix.

OBSERVATIONS

Commentaire sur la réduction de l'appareil fédéral : les gens veulent constater une «*vérification externe*», par exemple une grève du secteur public ou des manifestations dans les rues, avant d'être convaincus qu'il y a eu un changement. On n'a pas encore la preuve, semble-t-il, des grincements de dents entraînés par de tels changements.

L'impression générale donnée par l'économie est favorable, mais c'est un optimisme nerveux, mêlé d'une quasi-certitude que la croissance ne sera qu'éphémère.



OCT 25 1995

ALBERTA

RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS

MAI 1995

NUMÉRO DU PRINTEMPS

HC
111
.P814
1995
Printemps
D... 2002

VUE D'ENSEMBLE

Au cours des deux dernières années, l'Alberta, qui a affiché des taux annuels de croissance de 5 % ou davantage, a été l'une des économies provinciales les plus prospères. La province a bénéficié d'un secteur énergétique florissant et son secteur secondaire a connu un redressement. L'économie albertaine devrait croître de 2,7 % en 1995 (Conférence Board du Canada).

La faiblesse récente des cours du gaz naturel a entraîné un ralentissement des activités de forage. En revanche, l'économie provinciale jouit de certains atouts : augmentation récente des recettes pétrolières, cours élevés de la pâte et du papier journal, enfin vigueur persistante de la demande pour les produits d'exportation.

Le taux de chômage de l'Alberta, corrigé en fonction des variations saisonnières, est tombé de 9 % en avril 1994 à 7,8 % en avril 1995. Les taux ont également baissé au cours de la période à Edmonton (8,7 %) et à Calgary (8,2 %). Au niveau provincial, le nombre de personnes sans emploi a diminué de 13 000 tandis que le nombre de travailleurs a augmenté de 55 000. La croissance de l'emploi survient dans un contexte de rationalisation continue du secteur privé et de restructuration d'envergure du secteur public.

INDICATEURS

À 7,8 % en avril 1995, le taux de chômage dessaisonnalisé de l'Alberta était le troisième taux le

plus faible au Canada. Pour le Canada, le taux était de 9,4 %.

Les exportations, de 23 milliards de dollars en 1994, représentent 27 % du PIB de l'Alberta. Au cours des deux premiers mois de 1995, les exportations ont augmenté de 41 % par rapport à la période correspondante de 1994.

Malgré un quatrième trimestre léthargique, les constitutions d'entreprises ont augmenté de 9,1 % en 1994.

De janvier à mars 1995, les faillites d'entreprises ont augmenté de 15,6 % et les faillites de particuliers de 30,1 % comparativement à la même période de 1994. Pour ce qui est des entreprises, les industries

les plus touchées ont été l'industrie du bâtiment et l'industrie de l'hébergement, de l'alimentation et des boissons.

Au cours des deux premiers mois de 1995, les ventes au détail ont connu une hausse de 2,6 % par rapport à la période correspondante de 1994.

Des dépenses d'équipement de 18,9 milliards de dollars sont prévues par les entreprises et par le gouvernement en 1995, soit une baisse de 1,2 % par rapport à 1994.

Les mises en chantier de logements en milieu urbain pour la période de janvier à mars 1995 ont baissé de 23,4 % par rapport à la période correspondante de 1994.



Prière à ceux et celles qui citent le présent rapport de mentionner leur source.

La production de gaz naturel en Alberta a augmenté de 7 % au cours des 10 premiers mois de 1994; la production de pétrole brut et d'équivalents a augmenté de 1,5 %. En 1994, le nombre moyen de tours de forage en activité était de 240, soit une augmentation de 39 % par rapport à 1993.

L'indice des prix à la consommation pour l'Alberta durant mars 1995 a augmenté de 2,7 % en moyenne annuelle; pour l'ensemble du pays, l'indice était en hausse de 2,2 %.

CLIMAT ÉCONOMIQUE

Les milieux d'affaires de l'Alberta affichent un optimisme mesuré, plus nuancé qu'il y a six mois. La confiance des investisseurs dans les perspectives à long terme est forte en ce qui concerne le gaz naturel, mais, à court terme, elle est assombrie par le fléchissement de la demande et la faiblesse des cours. Aux infortunes de l'industrie, s'est ajouté un hiver relativement clément. Les activités de forage devraient diminuer notablement au cours de la prochaine saison. Les cours du pétrole ont connu un raffermissement, et l'on observe un regain d'intérêt pour les sables bitumineux et le pétrole lourd. Cependant, les grandes sociétés pétrolières, résolues à comprimer leurs coûts, annoncent encore des licenciements et des restructurations. Contrastant avec le moteur crachotant du secteur pétrolier, d'autres segments de l'économie semblent fonctionner assez bien, et certains connaissent même une accélération. Mentionnons en particulier l'agriculture et l'industrie des pâtes et papiers, le tourisme, l'industrie manufacturière à vocation exportatrice et les industries de services. Ce sont là des secteurs où le climat est relativement optimiste.

La confiance des consommateurs demeure faible en Alberta, comme ailleurs au Canada. Le sentiment d'insécurité que suscitent les contractions du marché du travail, les réductions salariales et les restructurations, qu'il s'agisse du secteur public ou du secteur privé, ressort nettement dans l'hésitation des consommateurs à faire de gros achats. Le marché du logement d'Edmonton demeure déprimé, les centres commerciaux s'efforcent de résister et les concessionnaires de marques d'automobiles traversent une période très difficile. À Calgary également les dépenses de consommation sont faibles, et plus encore le marché du logement. Globalement, il semble que les consommateurs demeurent prudents et qu'ils vont continuer de se comporter comme si la récession n'était pas terminée.

PRINCIPAUX SECTEURS

Industries primaires

Dans le secteur albertain du **pétrole et du gaz**, l'industrie du forage devrait connaître un ralentissement en 1995-1996 par rapport à son rythme presque sans précédent de l'an dernier. Les prix du gaz naturel sont faibles, et les activités de forage de gaz devraient diminuer suffisamment pour faire plus que neutraliser toute augmentation des forages de prospection pétrolière pouvant être effectués par suite du raffermissement des prix du pétrole. Globalement, le nombre de puits achevés devraient diminuer d'environ 20 %.

Pendant ce temps, les niveaux de production de pétrole augmentent, grâce à la relative stabilité des cours, aux innovations technologiques telles que le forage horizontal sous-équilibré, enfin au contrôle rigoureux des coûts. L'année 1995 devrait être une autre année record pour la production de brut synthétique, les sociétés Syncrude et Suncor s'efforçant d'abaisser leurs coûts unitaires et d'améliorer leur capacité de production. On observe aussi depuis quelque temps un regain d'intérêt des investisseurs pour le pétrole lourd. Le groupe de travail national sur les sables bitumineux a récemment rendu public un rapport où l'on affirme que les sables bitumineux pourraient être le moteur de la croissance du secteur pétrolier à l'aube du prochain millénaire, en faisant passer la production jusqu'à 1,2 million de barils par jour, soit un triplement de la production.

Le sondage sur les Perspectives de l'industrie du pétrole et du gaz, effectué deux fois l'an par le bureau de Calgary de Arthur Andersen & Co., constitue un baromètre intéressant de l'évolution de l'humeur du secteur pétrolier au cours des six mois antérieurs. En octobre 1994, 67 % des dirigeants d'entreprises interrogés pensaient augmenter leurs effectifs au cours de l'année suivante, mais, en avril 1995, 71 % anticipaient une réduction des niveaux d'emploi. Les prévisions de dépenses d'équipement sont elles aussi touchées : il y a six mois, 82 % des dirigeants affirmaient qu'ils augmenteraient leurs budgets d'exploration, contre seulement 48 % aujourd'hui. On peut observer une baisse analogue dans les prévisions de dépenses visant l'exploitation de réserves énergétiques connues. Les dirigeants prévoient une hausse des prix du pétrole, mais une forte baisse des prix du gaz : en avril, les prévisions du prix moyen du gaz

à la tête du puits étaient de 1,35 \$ les mille pieds cubes, mais de 1,85 \$ en octobre dernier. Les dirigeants prévoient aujourd'hui pour le pétrole un prix à la tête du puits de 18,54 \$ U.S. le baril de brut West Texas Intermediate, contre 18 \$ en octobre dernier. Ce que laisse voir le sondage, c'est que les perspectives se sont nettement assombries, mais l'industrie du pétrole et du gaz est au fond une industrie saine. Outre le risque afférent à l'incertitude des cours du pétrole et du gaz, d'autres aspects qui inquiètent les dirigeants sont l'accès aux pipelines, le niveau élevé des taux d'imposition et les exigences environnementales.

Le secteur agricole de l'Alberta demeure un segment très important de l'économie provinciale. Les cours de la plupart des produits cultivés demeurent favorables. Les chiffres prévus d'ensemencement pour l'Alberta indiquent une augmentation de 6 % pour le blé et l'orge et de 13 % pour les pois, mais une diminution de 8 % pour le canola et 10 % pour l'avoine. Les températures fraîches et les pluies observées dans certaines régions de la province ont retardé les semailles cette année. Toutefois, une pénurie prévue d'engrais a pu être évitée grâce au report des semailles. Les prix des engrais sont d'environ 20 % supérieurs à ceux de l'an dernier. Au Canada comme aux États-Unis, la récolte de pommes de terre de 1994 a été bonne, mais l'accroissement de l'offre a entraîné une pression à la baisse sur les prix des pommes de terre de table dans l'Ouest canadien. Le secteur des fourrages dans l'Ouest a connu des niveaux de production sans précédent pour les granulés et cubes de luzerne traitée, et les exportations de foin aggloméré vers l'Asie ont augmenté de près de 70 %, pour atteindre un peu moins de 70 000 tonnes. Les coûts de production du bétail pour les agriculteurs ont augmenté, en raison surtout de la hausse des coûts des céréales fourragères. La demande pour les produits de la viande demeurera forte, mais les prix pratiqués pour les animaux vivants devraient connaître une baisse en raison des niveaux sans précédent de la production nord-américaine totale. Les marges des transformateurs et des détaillants sont demeurées favorables, et l'on croit que cette situation va se maintenir. Les exportations de viande de porc et de viande de boeuf sont fortes, et elles devraient le demeurer, grâce en partie à la vigueur des économies importatrices de la ceinture du Pacifique.

Le secteur agricole doit encore relever une diversité de défis. La modification, annoncée récemment, de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest (LTGO), et en particulier l'abandon de la subvention au transport versée aux producteurs de céréales, devraient avoir de fortes répercussions sur le secteur dans l'Ouest canadien. Les conséquences immédiates d'un transfert des coûts de fret aux producteurs se manifesteront probablement sur les décisions d'expédition et de commercialisation prises dans l'ensemble du secteur. L'Alberta continue de faire pression pour que soit modifiée la Loi sur la Commission canadienne du blé (CCB), afin que cette loi autorise la commercialisation directe des céréales sur le marché des États-Unis.

L'abandon de la subvention au transport des céréales prévue par la LTGO devrait aussi conduire à une rationalisation du secteur de la déshydratation de la luzerne et nuire à la compétitivité du Canada sur les marchés asiatiques. Toutefois, les sommes créditées au fonds d'adaptation de la LTGO devraient permettre d'adoucir certaines de ces répercussions. L'industrie sucrière canadienne évolue encore dans un environnement incertain, puisque les États-Unis continuent d'imposer des restrictions commerciales sur les importations de sucre et de produits contenant du sucre. Les producteurs canadiens de miel craignent que l'imposition, par les États-Unis, d'un droit minimal de 140 % sur le miel chinois n'entraîne une augmentation des importations au Canada.

Dans le secteur albertain des produits forestiers, les entreprises de pâtes et papiers voient les prix monter en flèche, ainsi que leurs bénéfices. Les cours de la pâte ont doublé depuis janvier 1994, et certains analystes affirment qu'ils pourraient atteindre 1 000 \$ US la tonne. Cette évolution s'explique en partie par les contraintes de l'exploitation forestière, liées aux préoccupations environnementales, et elles s'expliquent de façon générale par les pénuries de fibres. Les cours du papier journal ont augmenté de plus de 50 % au cours de la même période. La société Grande Alberta Paper envisage un nouvel accroissement de ses capacités et peut-être même une nouvelle usine.

Les prix du bois d'oeuvre, quant à eux, se sont détériorés nettement. Les marchés du bois d'oeuvre et les marges de l'industrie sont déprimés au point que les entreprises revoient à la baisse leurs prévisions de dépenses d'équipement. Le carton pour panneaux paraît lui aussi en état de production

excédentaire. Plus particulièrement, le segment des panneaux de copeaux étroits à couches croisées ressent les effets des nouvelles capacités considérables ajoutées ces dernières années. Deux nouvelles usines du genre vont entrer en service en Alberta.

Selon l'Association des produits forestiers de l'Alberta, la production de bois d'oeuvre a augmenté de 14 % au cours du quatrième trimestre de 1994, tandis que la valeur des expéditions a baissé de 8 %. Le fléchissement des prix s'explique en grande partie par la faiblesse du marché des maisons neuves. La production de pâte a augmenté de 29 %, et les expéditions albertaines ont connu une hausse vertigineuse de 75 %, grâce à l'ajout d'une nouvelle usine et à la vigueur de la demande. Selon l'Association, les statistiques préliminaires du premier trimestre montrent que l'accélération de la production s'est confirmée en 1995.

Fabrication

En Alberta, la fabrication est dans une phase ascendante, et les perspectives pour 1995 laissent entrevoir une poursuite de la croissance. Avec un chiffre de 24,9 milliards de dollars en 1994, la valeur des expéditions albertaines de produits manufacturés a été cette année-là de 18,2 % supérieure à celle de 1993. C'est le deuxième taux de croissance le plus élevé au Canada. Les expéditions cumulatives pour les deux premiers mois de 1995 ont totalisé 4,2 milliards de dollars, soit une augmentation de 25 % par rapport à la période correspondante de 1994.

Les exportations de produits manufacturés sont essentielles pour la croissance et la diversification de la province, et elles représentent actuellement un tiers des exportations albertaines totales de marchandises. Les exportations albertaines de produits manufacturés ont elles aussi augmenté fortement en 1994, puisqu'on estime que la hausse a été de 33 % par rapport à 1993. On a observé une forte augmentation des exportations de papier et de produits alliés, de produits à base de métaux primaires, de produits électriques et de produits solides du bois.

L'industrie chimique de l'Alberta est aujourd'hui la deuxième plus importante industrie manufacturière de la province, après l'industrie alimentaire. La valeur des expéditions de produits chimiques est passée de 755 millions de dollars en

1979 à 3,9 milliards de dollars en 1994. Les industries chimiques sont fortement orientées vers les exportations, et les exportations vers l'extérieur du Canada ont représenté en 1994 plus de la moitié de la valeur des expéditions totales. Le secteur des produits chimiques, qui a exporté légèrement plus de 2 milliards de dollars en 1994, a été cette année-là la première industrie manufacturière de la province sur le plan des exportations. Elle a représenté 8,8 % des exportations totales de la province. Les investissements dans l'industrie des produits chimiques sont réguliers, et les perspectives de croissance et d'expansion sont prometteuses. Parmi les expansions et mises en valeur récentes, citons le complexe pétrochimique de Dow Chemical, au coût de 800 millions de dollars, l'usine de glycol éthylique de Alberta and Orient Glycol Co., au coût de 385 millions de dollars, et les travaux d'agrandissement de Du Pont Canada Inc., au coût de 70 millions de dollars.

Technologies de pointe

Du 3 au 5 mai, Calgary a été l'hôte de la dixième conférence annuelle de l'Association canadienne de technologie de pointe (ACTP). Cette conférence nationale jouit d'une forte audience, puisqu'elle a accueilli environ 450 délégués venant de partout au Canada et de pays étrangers tels que les États-Unis et Taïwan. Les séances ont donné la possibilité aux entreprises locales et aux particuliers d'établir des réseaux avec les membres de l'ACTP, répartis dans tout le Canada, qui autrement n'auraient guère l'occasion de nouer des liens. Mentionnons en particulier l'intérêt et la forte représentation du milieu bancaire, puisque les grandes banques du Canada avaient toutes envoyé des délégués à la conférence.

Services

L'industrie des services pétroliers et gaziers connaîtra probablement un net ralentissement au cours des prochains mois. Les activités de forage ont été très intenses durant le premier trimestre et se sont maintenues au maximum jusqu'à la débâcle du printemps. Les prévisions hebdomadaires laissent aujourd'hui entrevoir un ralentissement considérable des activités de forage ce printemps, et cela jusqu'à l'automne. Vu la faiblesse persistante des cours du gaz naturel, les achèvements de puits pour 1995 sont aujourd'hui établis à 8 200, soit guère plus des deux tiers du niveau de l'an dernier. L'industrie des services subira les contrecoups de

ce ralentissement, mais certains secteurs d'activité axés sur l'exploitation de puits de pétrole existants s'en sortiront relativement bien. Dans un retournement inattendu par rapport à l'an dernier, le pétrole est aujourd'hui en tête de l'industrie en ce qui concerne les prix. Les activités pour le reste de l'année dépendront des cours du gaz naturel, qui à leur tour seront favorablement influencées par des températures élevées durant l'été et des températures plus froides en automne et en hiver.

Le tourisme constitue un secteur important et croissant de l'économie albertaine. C'est l'une des industries les plus importantes de la province, puisqu'elle emploie environ 100 000 personnes et qu'elle génère plus de 3 milliards de dollars de recettes annuelles. Les perspectives du tourisme pour 1995 sont encourageantes. Le ministère albertain du Développement économique et du Tourisme prévoit une augmentation de 4,7 % des recettes tirées du tourisme pour l'année. Le nombre de visiteurs canadiens et étrangers devrait augmenter, et la croissance la plus forte devrait provenir des pays d'outre-mer, en particulier la région de l'Asie-Pacifique. Le tourisme et l'industrie de l'accueil profiteront de la faiblesse relative du dollar canadien, puisque cette faiblesse fait du Canada (et de l'Alberta) une destination relativement économique pour les visiteurs étrangers. Le nombre d'Albertains qui voyagent à l'intérieur de la province, et le nombre de Canadiens d'autres provinces qui se rendent en Alberta, devraient tous deux connaître une assez forte croissance en 1995.

L'Alberta, elle aussi, s'intéresse au cinéma! Les panoramas fantastiques de l'Alberta, combinés à un taux de change favorable et à l'hospitalité de l'Ouest, attirent les cinéastes vers la province plus que jamais auparavant. En 1993 et 1994, les producteurs de films ont dépensé en Alberta 46 millions de dollars et 60 millions de dollars respectivement. Parmi les productions récentes, citons *Unforgiven*, avec Clint Eastwood, *Legends of the Fall*, avec Brad Pitt, et *Children of the Dust*, avec Sidney Poitier.

OBSERVATIONS

«La rose a perdu un peu de son parfum», d'affirmer Harry English, d'Arthur Andersen & Co. à propos des résultats de l'enquête la plus récente de la firme sur les Perspectives de l'industrie du pétrole et du gaz, enquête effectuée à la fin d'avril.

«Un Texan peut faire de la géologie souterraine. Mais, lorsqu'on parle de concevoir des travaux à des températures de -50 °C ou de poser un pipeline dans le pergélisol, nous n'avons aucun concurrent». Ainsi parlait John Wood, président de l'Association des ingénieurs professionnels, des géologues et des géophysiciens de l'Alberta lors du 75^e anniversaire de l'Association, à propos des progrès de l'organisme et de certains atouts uniques de ses membres grâce à nos latitudes nordiques et à notre connaissance des travaux par température froide.

«Une compagnie aérienne n'a aucun intérêt à prendre position dans les questions touchant les aéroports locaux, on doit composer avec la situation qui a cours ici». Ainsi s'exprimait le PDG des Lignes aériennes Canadien International, Kevin Jenkins, lorsqu'on lui demandait si le partage du trafic aérien entre les deux aéroports d'Edmonton, l'aéroport municipal et l'aéroport international, nuit aux chances de la ville d'obtenir de nouveaux vols directs grâce à la politique Ciels ouverts.